

TRAVAIL DE BACHELOR

Pour l'obtention du diplôme Bachelor of Arts HES-SO en Travail Social

**ASSISTANTS SOCIAUX EN MILIEU CARCERAL : *ENTRE
CONTRAINTES
INSTITUTIONNELLES ET BESOINS DES DETENUS***



Réalisé par Alicia Nanchen
Promotion : BAC 16 AS- PT
Sous la direction de Véronique Antonin-Tattini

Remerciements

Tout d'abord, je remercie Mme Véronique Antonin-Tattini, qui m'a suivie et guidée durant cette année de travail de Bachelor. Elle m'a apporté un soutien considérable en me conseillant et en me permettant de maintenir une cohérence tout au long de la rédaction de mon étude. Je la remercie pour sa disponibilité et ainsi que la qualité de son accompagnement.

Ensuite, je remercie le pénitencier de Crêtelongue qui a répondu favorablement à ma demande. En m'ouvrant ses portes, j'ai eu la possibilité de confirmer mon terrain d'enquête et de réaliser des entretiens indispensables au bon déroulement de mon analyse.

Je remercie aussi l'assistante sociale qui m'a offert un accueil chaleureux et qui m'a accordé un temps considérable. Je lui suis reconnaissante pour les échanges riches et formateurs ainsi que pour les conditions favorables dont j'ai bénéficié pour mener des entretiens dans un cadre bienveillant et convivial avec les détenus. Merci également aux détenus, qui ont accepté de participer à mon enquête et qui se sont dévoilés pour me permettre de construire ce travail.

Enfin, je remercie mes proches qui m'ont étroitement soutenue et valorisée dans mon travail au cours de ces derniers mois et qui m'ont aidé à faire face au stress et maintenir ma motivation.

J'établis que les opinions émises n'engagent que moi-même. Par ailleurs, je certifie avoir personnellement écrit mon travail de Bachelor et ne pas avoir eu recours à d'autres sources que celles référencées. Tous les emprunts à d'autres auteurs, que ce soit par citation ou paraphrase, sont clairement indiqués.

Ce travail n'a pas été utilisé dans une forme identique ou similaire dans le cadre de travaux à rendre durant mes études. J'assure également avoir respecté les principes éthiques tels que présentés dans le Code éthique de la recherche.

Pour des raisons pratiques de rédaction, la féminisation n'a pas été systématiquement utilisée dans ce travail. Toutefois, la désignation faite des personnes, à titre personnel ou professionnel, peut tout aussi bien s'appliquer aux hommes qu'aux femmes.

Alicia Nanchen

Résumé

Ce travail de Bachelor se plonge dans le monde carcéral et s'intéresse aux assistants sociaux évoluant dans ce champ d'activité. À travers cette étude, je cherche principalement à comprendre de quelle manière la pratique de l'AS permet de favoriser les besoins des détenus, tout en respectant le cadre institutionnel strict. La recherche questionne également la place de l'humain au sein d'un milieu tel que celui de la prison. Pour ce faire, j'interroge la relation existante entre les assistantes sociales et les détenus.

Pour réaliser à bien cette analyse, j'ai parcouru les bases légales et le fonctionnement du système judiciaire. Ensuite, j'ai effectué des entretiens au sein du pénitencier de Crêtelongue. J'ai rencontré une assistante sociale et deux détenus condamnés à des peines privatives de liberté. Nous avons échangé autour des différents concepts abordés dans la partie théorique et sur la relation d'aide apportée par les professionnelles de l'établissement.

Les résultats de cette étude sont relatés en fin de travail et dégagent principalement une réelle prise en compte des besoins des détenus, dans la mesure du possible, et une ferme volonté de la part des assistantes sociales pour y répondre. Nous constatons qu'une marge d'action est possible même au sein d'un contexte tel que celui-ci.

L'assistance est un droit établi par le code pénal mais n'est pas une obligation pour les détenus. Il en ressort néanmoins qu'ils y trouvent un soutien considérable et un réel bénéfice dans le déroulement de leur incarcération et de la préparation à leur sortie.

Mots-clés : milieu carcéral, prison, détenus, assistants sociaux, besoins, relation d'aide

Abréviations

AI : Assurance Invalidité

AS : Assistante Sociale

CP : Code Pénal

HES : Haute Ecole Spécialisée

OFJ : Office Fédérale de la Justice

OPE : Office de Protection de l'Enfant

ORP : Office Régionale de Placement

PES : Plan d'Exécution de la Sanction

TS : Travailleurs Sociaux

Tables des matières

1. INTRODUCTION	7
LE CHOIX DE LA THEMATIQUE.....	7
2. QUESTION DE RECHERCHE ET OBJECTIFS	8
3. CADRE THEORIQUE - CONCEPTS THEORIQUES.....	10
3. 1 LE MILIEU CARCERAL - BREF HISTORIQUE	10
<i>La prison à ses débuts.....</i>	10
<i>La fonction punitive</i>	10
<i>La fonction éducative</i>	11
<i>La prison aujourd'hui.....</i>	12
<i>Le principe de légalité des peines.....</i>	12
3.1.1 LES PEINES ET LES MESURES ACTUELLES POUR LES ADULTES EN SUISSE	12
<i>Les obligations et les compétences</i>	13
<i>Les concordats</i>	13
<i>Les Catégories de sanctions</i>	13
<i>Les établissements</i>	16
3. 1. 2 LES DROITS DES DETENUS.....	16
<i>La prévention de la récidive après la fin de l'exécution.....</i>	17
<i>La normalisation des conditions de détention.....</i>	17
<i>Le combat contre les effets nocifs de la privation de liberté.....</i>	17
<i>Le devoir d'assistance nécessaire.....</i>	18
<i>La prévention de la récidive pendant la privation de liberté.....</i>	18
3. 2 LES BESOINS DES DETENUS	19
<i>Les besoins fondamentaux.....</i>	19
<i>Les besoins physiologiques</i>	21
<i>Les besoins de sécurité</i>	21
<i>Les besoins d'amour.....</i>	21
<i>Les besoins d'estime</i>	21
<i>Les besoins d'accomplissement</i>	22
<i>La satisfaction des besoins.....</i>	22
3. 3 LE TRAVAIL SOCIAL ET LES ROLES DE L'ASSISTANT SOCIAL.....	22
<i>La définition du travail social.....</i>	23
<i>Le Droit de l'homme et le dignité humaine</i>	23
<i>Le principe de justice sociale.....</i>	24
<i>L'éthique du travailleur social.....</i>	24
<i>L'assistant social</i>	24
4. METHODOLOGIE	26
4. 1 LE TERRAIN D'ENQUETE	26
4. 2 L'ECHANTILLON	27
4. 3 L'ENTRETIEN SEMI-DIRECTIF	27
5. HYPOTHESES	29
6. ANALYSE	31
6. 1 L'ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE DE CRETELONGUE.....	31
<i>L'organisation institutionnelle.....</i>	31
<i>La population et les délits.....</i>	32
6. 2 LE ROLE ET LA MISSION DES ASSISTANTES SOCIALES	33
<i>Les tâches du service social.....</i>	33
<i>Le plan d'exécution de la sanction (PES).....</i>	34

<i>Le travail sur le délit</i>	35
<i>Le travail avec le réseau externe</i>	37
6. 3 LES CONTRAINTES ORGANISATIONNELLES ET RELATION D'AIDE	38
<i>Droit d'assistance</i>	38
<i>La relation d'aide contrainte</i>	38
<i>La relation de confiance</i>	40
6. 4 LA PRISE EN COMPTE DES BESOINS ET MARGE D'ACTION	42
<i>Le besoin de liberté</i>	42
<i>Le besoin d'activité</i>	43
<i>Les besoins de liens familiaux et sociaux</i>	45
6. 5 LES DETENUS ET LEUR PERCEPTION DE LA PEINE	48
<i>Le ressenti face à la peine</i>	48
<i>Le regard sur la vie en détention</i>	48
<i>L'accompagnement par l'AS</i>	49
<i>La relation d'aide</i>	50
6. 6 LA SATISFACTION DES BESOINS SELON MASLOW	50
7. VERIFICATIONS DES HYPOTHESES	52
8. CONCLUSION	55
8. 1 LA REALISATION DU TRAVAIL	55
8. 2 LES DECOUVERTES	56
8. 3 LE BILAN PERSONNEL	57
9. REFERENCEMENT	59
9. 1 BIBLIOGRAPHIE	59
9. 2 WEBOGRAPHIE	62
10. ANNEXES	63

1. INTRODUCTION

Le choix de la thématique

Pour la réalisation de mon travail de Bachelor, mon choix s'oriente vers le milieu carcéral. En effet, je souhaite davantage découvrir cet environnement extrêmement fermé. Le monde carcéral et sa population m'ont toujours beaucoup attirée et intriguée ainsi que le travail qui s'y fait.

De plus, lors de mon stage de maturité au sein d'un centre de traitement de la dépendance, j'ai accompagné des personnes ayant fait ou devant faire de la prison. Côté cette population, de près ou de loin m'a permis de constater que beaucoup d'entre eux sont stigmatisés de part leur rapport avec la justice et que la société ne les voit plus comme personnes en tant que telles, mais comme des êtres dangereux. Ce qui rend leur réinsertion sociale et professionnelle d'autant plus difficile, alors qu'elle est devenue l'un des objectifs principaux du milieu carcéral.

Lorsque j'ai appris que des assistants sociaux pratiquaient en milieu carcéral, je me suis questionnée sur leurs activités et leur manière d'accompagner les détenus. Comme le milieu carcéral est un milieu fermé, il est difficile pour moi d'avoir une vision concrète de la mission des assistants sociaux au sein d'un établissement pénitentiaire.

Aujourd'hui, avec l'évolution du système pénal et de ses approches, on ne considère plus le détenu seulement comme un danger pour la société, mais comme un être à part entière et comme individu en tant que tel. Nous avons désormais pour but de l'aider à réintégrer cette société et la présence de travailleurs sociaux dans les établissements pénitenciers le prouve.

Nous comprenons donc le double objectif de la prison qui est de sanctionner, mais aussi de permettre à l'individu de se réintégrer à cette société pour laquelle était dangereux auparavant tout en s'assurant qu'il ne le soit plus.

C'est pourquoi à travers ce travail, je souhaite comprendre quels sont les pratiques et les enjeux pour ces travailleurs sociaux qui évoluent dans ce contexte institutionnel. Pour mon futur professionnel, je serai intéressée de pratiquer dans le monde pénitentiaire. Cette perspective d'avenir me questionne beaucoup d'un point de vue professionnel, mais aussi personnel.

2. QUESTION DE RECHERCHE ET OBJECTIFS

La question générale que nous nous posons est la suivante, « *Comment les assistantes sociales qui travaillent au sein de l'établissement pénitentiaire de Crêtelongue répondent aux exigences institutionnelles tout en favorisant les besoins des détenus ?* »

Plus concrètement :

Comment accompagner des personnes condamnées à des peines privatives de liberté et respecter un cadre strict tout en laissant place à l'humain et à la relation ?

Comment accompagner l'humain sans perdre de vue le condamné et inversement, comment accompagner le condamné sans perdre de vue l'humain ?

Quelle place pour la création du lien de confiance mutuelle dans ce genre de contexte ?

Les assistants sociaux parviennent-ils toujours à passer au-dessus des délits les plus graves ou qui vont à l'encontre de leurs valeurs professionnelles et personnelles ?

De quelle manière prévient-on au mieux la société du danger tout en répondant à la mission de réinsertion des détenus ?

Pour répondre à ma question de recherche principale, mes objectifs sont de déterminer ce qui est établi d'un point de vue organisationnel et légal. Mais aussi d'identifier les pratiques des assistantes sociales au sein de la prison valaisanne.

Plus précisément :

- Approfondir mes notions théoriques sur le sujet
- Appréhender le milieu carcéral et les bases légales qui le fondent
- Comprendre ce qu'un établissement pénitentiaire dans un canton suisse, en l'occurrence celui de Crêtelongue, offre à ses détenus en termes de détention et de réinsertion sociale et professionnelle.
- Identifier les rôles et la place des assistantes sociales au sein de l'établissement.
- Définir les détenus et rendre compte de leurs besoins
- Rendre compte des décalages éventuels entre les contraintes institutionnelles et d'une part la pratique réelle des AS, et d'autre part des besoins des détenus
- Mettre en évidence la plus-value des travailleurs sociaux dans un établissement pénitencier

Selon moi, ce sont des questions intéressantes pour le travail social, mais également extrêmement importantes pour la société. Car à ses débuts la prison recherchait non seulement à sanctionner les individus, mais majoritairement à les mettre à l'écart de la société afin de la

protéger. Aujourd'hui, ces personnes doivent être réinsérées et il est important de leur permettre de se construire une place au sein de la société.

3. CADRE THEORIQUE - CONCEPTS THEORIQUES

Pour développer le cadre théorique trois concepts seront mis en avant : Le milieu carcéral, les besoins des détenus et les rôles de l'assistant social.

En développant ces trois notions l'objectif est de mettre en lumière les enjeux qu'elles impliquent individuellement afin de mieux les comprendre lorsqu'elles sont réunies dans un contexte commun, le cas échéant lorsque l'assistant social travaille en prison.

3.1 Le milieu carcéral - Bref historique

La prison à ses débuts

Une prison désigne aujourd'hui un établissement où sont détenues les personnes condamnées à une peine privative de liberté ou en instance de jugement. (<http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/prison/63995>)

Cependant, nous pouvons constater qu'au fil de l'histoire, la prison n'a pas toujours été pensée de la même manière. Du Moyen- Âge au monde d'aujourd'hui, le milieu carcéral s'est considérablement transformé et n'a plus exactement les mêmes objectifs quant à l'avenir de ses prisonniers.

En effet, l'emprisonnement est né dans le but premier de protéger la société de ceux qui la menaçaient et donc de pénaliser les citoyens déviants. Au fil de l'histoire, la prison sort peu à peu de son cadre exclusivement punitif et prévoit ensuite un travail sur l'esprit des détenus afin de les "ramener à la raison" pour qu'ils soient désireux, mais surtout qu'ils soient aptes, à vivre au sein de la société tout en respectant les règles.

Le système pénitentiaire a donc évolué au fil du temps et des contextes. Comme le montre, la notion de supplices corporels qui fut la toute première forme de peine pénale, jusqu'au début du 19ème siècle. La peine avait en effet à l'origine comme unique finalité le châtimement physique et psychique. La punition s'exprimait généralement sous forme de peine capitale, telle que la décapitation, l'empoisonnement, la crucifixion, etc. (Gaspoz, 2018)

La fonction punitive

Cependant, Foucault (2014) déclare que le supplice est rapidement considéré comme inacceptable. Des philosophes, des théoriciens, mais aussi des juristes et des hommes de loi s'opposèrent à ces pratiques. Désormais, il faut punir autrement!

"Ne plus toucher au corps, ou le moins possible en tout cas, et pour atteindre en lui quelque chose qui n'est pas le corps lui-même. " (Foucault, 2014, p.17)

Ce n'est qu'au Moyen-Âge que la prison voit le jour pour enrôler une fonction punitive. Le but premier étant de maintenir physiquement le délinquant à disposition des autorités, le temps de son jugement ou de son exécution. (Vuille, 2012. p.3)

Apparaissent alors les peines physiques portant directement sur le corps sans porter atteinte à son intégrité, telles que : l'emprisonnement, la réclusion, les travaux forcés, le bagne, les interdictions de séjour ou encore la déportation. Désormais, les peines mettent en avant une relation "châtiment-corps" différente de ce qu'elle était dans les supplices. Foucault (1975) explique que c'est en agissant sur le corps à travers l'enfermement ou le travail que l'individu sera puni dans sa liberté, cette dernière étant perçue à la fois comme un droit et un bien.

Le corps, selon cette pénalité, est pris dans un système de contrainte et de privation, d'obligations et d'interdits. La souffrance physique, la douleur du corps lui-même ne sont plus les éléments constitutifs de la peine. Le châtiment est passé d'un art des sensations insupportables à une économie des droits suspendus. S'il faut encore à la justice manipuler et atteindre le corps des justiciables, ce sera de loin, proprement, selon des règles austères, et en visant un objectif bien plus "élevé". (Foucault, 1975. p.18)

On comprend alors que la fonction même, et la volonté première, du monde pénitentiaire sont de punir. Peu à peu la prison devient une alternative aux châtiments corporels ainsi qu'à la peine de mort.

La fonction éducative

Vuille (2012) explique que ce n'est qu'après la fin du Moyen-Âge que les châtiments corporels sont évincés par la peine privative de liberté. À présent la punition se trouve dans la privation de liberté et dans la contrainte au travail avec comme objectif d'inculquer aux détenus les valeurs d'un travail régulier et d'optimiser leurs possibilités d'entamer une vie vertueuse une fois libérés.

La pure idée de vengeance, qui avait jusque-là inspiré les sanctions pénales, fut peu à peu supplantée par de nouveaux concepts, notamment le travail régulier et l'éducation religieuse. Pour la première fois, il n'était plus seulement question de dissuader les criminels potentiels, mais également de rendre meilleurs ceux qui avaient commis une infraction. (Vuille, 2012. p.4)

C'est alors que la finalité de la peine devient également éducative. De plus, la sanction pénale va prendre une fonction sacrée ou sacrificielle qui consistait à racheter ses fautes. On partait de l'hypothèse que la personne ayant commis un acte grave se sentirait soulagée d'être punie. Une ouverture au concept de rémission du détenu émerge. (Gaspoz, 2018)

"Le travail était dur, et les détenus y restaient tant qu'ils ne s'étaient pas "améliorés". (Vuille, 2012. p.5)

Bellenchombre (2006), explique que l'on cherche à inculquer aux pauvres et aux prisonniers la valeur du travail. On comprend très clairement ce désir éducatif et plus uniquement punitif. Les détenus étaient censés se repentir, tout en étant utiles à la collectivité. La peine privative de liberté a non seulement pour but d'amener les détenus à s'améliorer, mais également de les détourner de tout comportement délictueux.

Les détenus étaient encore largement soumis au système d'exécution des peines et aux pratiques du travail forcé. Mais Conrad Melchior Hirzel, (1826) influença une réforme fondée

sur les valeurs chrétiennes de ce temps.

Le travail était désormais envisagé comme une mesure disciplinaire pour les détenus afin de les conduire à évoluer dans le respect de la morale. On aspire désormais à leur inculquer une éducation morale dans le respect des détenus; il n'est plus question de les humilier. Peu à peu, sont adoptées des approches avancées dans le but de réintégrer les détenus dans la société, ce qui consiste à préparer la sortie possible du prisonnier.

Ce fondement occupe une position primordiale dans les déclarations des droits des prisonniers. L'emprisonnement permet au condamné, à travers l'isolement, une réflexion, une prise de conscience et un «travail sur sa faute», indispensable à sa réinsertion future. (Foucault, 1975. p.107)

La prison aujourd'hui

Cependant la prison reste un système soumis à débats, considérablement discuté depuis son origine déjà. Elle doit viser la réhabilitation et la rééducation des détenus. Pourtant, elle demeure souvent un lieu d'exclusion, de marginalisation, de dégradation morale et de souffrance.

Mais, depuis toujours, elle représente également la source même de la punition dans le but de maintenir l'ordre social. Elle va donc protéger la société en assurant l'exécution des peines privatives de liberté, tout en transformant et en réinsérant les détenus.

On comprend donc que pour arriver à resocialiser les détenus, les prisons se doivent d'être des lieux de corrections et non de châtiments. Aujourd'hui la prison n'a plus la même finalité que lorsqu'elle est née : elle va punir, mais ensuite réinsérer.

Le principe de légalité des peines

Au 20ème siècle la progression du régime des prisons se manifeste par l'abandon des pratiques arbitraires pour faire place au principe de légalité des peines. Gaspoz (2018) explique que ce principe de légalité des peines participe à une recherche d'objectivité.

Désormais, la peine et l'infraction sont contenues dans une loi qui prévoit non seulement l'infraction, mais aussi des règles générales donnant des indications sur la manière dont la peine doit être évaluée et appliquée. On entre alors dans une logique utilitaire de la peine. Il y a cette idée de protéger la société, mais également de prévention élargie puisqu'on rééduque et resocialise les prisonniers ; on ne fait pas que les enfermer.

3.1.1 Les peines et les mesures actuelles pour les adultes en Suisse

Le droit pénal englobe l'ensemble des normes qui définissent les infractions et les sanctions qui en découlent et l'organisation juridique se fonde sur ce droit. Il relève du droit public et enrôle une fonction normative c'est à dire une fonction de contrôle sociale. (Gaspoz, 2018)

*"Le système des sanctions est le coeur de tout le système pénal. Il s'agit de **l'ensemble des peines et des mesures** à disposition d'un juge lorsqu'il doit sanctionner un comportement violent la norme pénale." (Vuille, 2012. p.24)*

Les obligations et les compétences

Il faut savoir qu'en Suisse, la législation en matière de droit pénal relève de la compétence de la Confédération. Alors que l'application des peines et des mesures est, quant à elle, de la responsabilité des cantons.

Le Conseil Fédéral est responsable des normes fédérales ainsi que des décisions des concordats. De plus, il joue un rôle actif dans l'application des peines et des mesures à travers l'approbation de subventions pour la construction d'établissements ou encore en allouant des subventions d'exploitation d'établissements destinés aux adultes, aux jeunes adultes et aux enfants. (Art. 123 al.1 et 3 Cst. CP)

Les cantons, quant à eux, sont responsables de l'exécution des peines et des mesures. Il leur incombe donc en premier lieu d'appliquer les jugements rendus par les tribunaux et ensuite de mettre en place et administrer les institutions de détention.

Les concordats

Les cantons ont établi trois concordats régionaux durant les années 1956 à 1963. Ces conventions intercantionales ont été élaborées dans le but de compenser l'écart existant entre la législation fédérale et les législations cantonales et d'obtenir une harmonisation juridique à l'aide de directives et de recommandations. (Office Fédérale de la Justice, 2010)

Ces concordats concernent essentiellement l'utilisation commune des établissements, la réglementation des frais et toutes les directives visant à harmoniser l'exécution des peines et mesures, notamment en matière de rémunération, de congés et de formes particulières de l'exécution.

Bien qu'ils aient permis une amélioration de l'harmonisation des autorités cantonales, des différences entre les régions subsistent. Il serait compliqué pour chaque canton d'adopter les normes fédérales sur la mise à disposition d'établissement, pour chacune des catégories de personnes incarcérées, selon l'âge, le sexe et le délit commis. En effet, le nombre de structures à créer et à exploiter au niveau cantonal serait trop grand.

Pour réaliser mon travail, je vais me pencher plus spécifiquement sur l'exécution des peines et des mesures de longue durée. Pour l'exécution de ce type de peine, la Suisse dispose d'une trentaine de centres ouverts ou fermés, de grandes et moyennes tailles.

Les Catégories de sanctions

L'Office Fédérale de la Justice (2010) met en avant deux grandes catégories de sanctions pénales ; il s'agit des peines et des mesures.

1. Les peines

Il existe trois genres de peines lorsqu'un crime ou un délit est commis : *la peine privative de liberté, la peine pécuniaire et le travail d'intérêt général.*

1.1 La peine privative de liberté

La peine privative de liberté est une condamnation qui touche la liberté individuelle de mouvement puisqu'elle va consister à supprimer ou à diminuer cette dernière. Toujours selon l'OFJ (2010), le but principal d'une telle peine est de corriger la conduite sociale des détenus tout en leur assurant l'assistance nécessaire. Bien que cette mesure vise aussi à lutter contre les conséquences néfastes liées à la privation de liberté, le Code pénal fixe des règles oppressantes. Ces contraintes sont relatives au travail, à la vie avec le monde extérieur et à la loi judiciaire. (Art. 74-92 CP)

La peine privative de liberté est habituellement d'une durée de six mois au moins et de vingt ans au plus. Toutefois, la loi peut prévoir des condamnations de privation de liberté à vie. Et le juge peut trancher pour une peine privative de liberté ferme inférieure à six mois si les conditions de sursis ne sont pas réunies. Il est également possible que les peines privatives de liberté soient accompagnées de sursis ou de sursis partiel. (Art. 40 ss CP)

L'exécution de la semi-détention

L'exécution de la semi-détention est une peine privative de liberté particulière, car elle est caractérisée par des périodes d'incarcération, mais aussi de liberté. Elle peut être ordonnée pour des peines allant jusqu'à une année. Les condamnés continuent ainsi leur activité professionnelle ou leur formation à l'extérieur de l'établissement malgré le commencement de leur peine. Ils sont présents dans l'institution pénitentiaire pour les moments de repos et de loisirs. (Art. 77b et 79 CP)

L'exécution par journées séparées

Cette forme de peine privative de liberté se distingue par la possibilité d'accomplir sa peine durant le week-end ou les vacances, pour les peines privatives de liberté allant jusqu'à quatre semaines.

1.2 La peine pécuniaire

La peine pécuniaire est mise en place par le Code pénal dans ses articles 34 et suivants pour remplacer les peines privatives de liberté plus réduites par des sanctions qui n'atteignent pas la liberté des détenus : la peine pécuniaire et le travail d'intérêt général.

Elle peut donc être une alternative à la peine privative de liberté jusqu'à six mois. Elle est également possible pour les peines privatives de liberté de six à douze mois. Le nombre et le montant des jours amende sont établis sur la base de la culpabilité de l'auteur et de sa situation personnelle. Cela consiste en une somme à régler à la société.

1.3 Le travail d'intérêt général

En cas de peines privatives de liberté de six mois au plus ou de peine pécuniaire, le travail d'intérêt général peut être annoncé comme alternative. Cependant, il est primordial que l'auteur soit conscient de sa faute et de cette sanction et qu'il s'engage à s'investir dans le travail d'intérêt général au profit d'institutions sociales, d'oeuvres d'utilité publique ou de personnes dans le besoin. Il nécessite quatre heures de travail d'intérêt général pour compenser un jour de peine privative de liberté ou un jour amende.

L'amende et le travail d'intérêt général en cas de contraventions

Les infractions passibles d'une amende sont sanctionnées par une contravention allant jusqu'à dix mille francs. Cependant, un travail d'intérêt général de trois mois au plus peut remplacer l'amende, si l'auteur est d'accord.

2. Les mesures

Les mesures thérapeutiques, l'internement et les autres mesures sont les dispositifs mis en place par le Code pénal.

Les mesures thérapeutiques comportent : le traitement des troubles mentaux, le traitement des addictions, les mesures applicables aux jeunes adultes et le traitement ambulatoire.

L'internement est avant tout une mesure sécuritaire qui vise à mettre en sûreté autrui face à la récidive des individus condamnés à une peine pénale. Le principe de réinsertion est également mis en pratique dans ce type de mesure. Le Code pénal retient deux éléments cumulés pour appliquer une mesure d'internement soit, d'une part, une infraction grave telle un assassinat ou une prise d'otage incluant le fait que l'auteur ait voulu porter atteinte à l'intégrité physique d'autrui. Le deuxième élément concerne le pronostic légal concernant l'auteur de l'infraction et la crainte de récidives. L'internement est effectué dans un établissement pénitentiaire fermé ou d'exécution de mesures.

Les autres mesures quant à elles peuvent être prononcées en supplément d'une peine, d'une mesure thérapeutique ou de l'internement. Elles peuvent s'exprimer sous forme d'une interdiction d'exercer une profession, d'une interdiction de conduire, la publication du jugement, la confiscation d'objets dangereux ou de valeurs patrimoniales, la créance compensatrice et d'une allocation au lésé. (Art. 66 ss CP)

La mesure se différencie de la peine, car sa durée ne va pas dépendre de l'infraction commise, mais du temps nécessaire pour écarter un risque de récidive. La durée d'exécution dépend donc du but poursuivi par la mesure dans le cas où elle présente des perspectives de réussite.

Cette sanction est principalement prononcée en supplément de la peine, mais il arrive qu'elle soit appliquée de manière unique. Les mesures thérapeutiques et l'internement se font uniquement sur la base d'une expertise psychologique et judiciaire.

La fin de la mesure ou la possibilité d'une libération conditionnelle nécessite une réflexion de l'Autorité compétente¹ au moins une fois par an. Pour les cas plus lourds une expertise indépendante est indispensable ainsi que l'avis d'une commission composée des autorités de

¹ L'Autorité compétente : Le Tribunal cantonal, qui est l'Autorité supérieur en matière civile, pénale et administrative.

poursuite pénale, des autorités de l'exécution des peines et mesures sans oublier les milieux de la psychiatrie. (Art. 62d CP)

Les établissements

Dans notre pays, il existe cent quinze institutions réservées à l'exécution des peines et mesures de droit pénal. La grande majorité des prisons suisses sont prévues pour la détention préventive, la semi-détention ainsi que les exécutions de courtes peines. Il n'existe qu'une trentaine d'établissements pour l'exécution des peines de longues durées et des mesures.

Les établissements fermés et les établissements ouverts sont les deux types de prisons établis par le Code pénal suisse. (Art. 76 CP)

Les établissements fermés accueillent des détenus présentant des risques de fuites ou de récidives sérieuses. Le caractère décisif sera le degré de sécurité auquel devra être soumis le détenu. L'agencement architectural, organisationnel et personnel des lieux est donc pensé pour éviter toute soustraction à l'exécution de la peine de la part des détenus.

Alors que les établissements ouverts, eux, abritent des détenus face auxquels il n'y a pas lieu de craindre une évasion ou une récidive d'infractions. C'est pourquoi de simples mesures et procédures suffisent alors à garantir un contrôle.

Malgré cette différence, chaque établissement, ouvert ou fermé, est soumis aux principes généraux de l'exécution des peines et mesures. (OFJ, 2010).

Pour réaliser mon travail, je vais me pencher sur l'exécution des peines et des mesures de longue durée. Pour ce type de peine, la Suisse dispose d'une trentaine de centres ouverts ou fermés de grandes et moyennes tailles.

3. 1. 2 Les droits des détenus

À travers ce bref historique du monde pénitencier, nous avons pu constater que les objectifs visés par l'enfermement ont évolué et que par conséquent, les intérêts des détenus ne sont plus les mêmes. Mais alors quels sont-ils ? On ne cherche plus à faire souffrir les prisonniers physiquement et psychiquement, mais à les punir de manière à ce qu'ils puissent un jour réintégrer la vie sociale.

Landerville (1976) affirme que la situation des détenus a toujours été l'objet des préoccupations de certains hommes de bonne volonté qui se rassemblaient afin de visiter et soutenir les condamnés. Au fil des ans, une amélioration des conditions des détenus se dessine et la reconnaissance des droits des détenus devient fondamentale.

Landerville (1976) estime impératif que les droits des détenus soient préservés au même titre que tout autre citoyen, à l'exception de celui d'être libre parmi la collectivité. Selon lui, ce fondement devrait être le postulat sur lequel doivent se baser toutes revendications concernant les droits des détenus.

"Rien ne peut justifier des violations supplémentaires des droits fondamentaux."
(Landerville, 1976, p. 108)

De plus, l'auteur explique que l'approfondissement de ce concept engendrerait des effets honorables sur les conditions de détention au quotidien. Mais également sur l'organisation pénitentiaire, très arbitraire.

Nous pouvons constater qu'à travers les principes généraux de l'exécution des peines et des mesures, les droits des détenus sont préservés, de différentes manières et ce en respectant, deux fondements constitutionnels : *le respect de la dignité humaine et le libre exercice des droits par les détenus*. (OFJ, 2010)

Ces droits, ne peuvent être restreints que dans les conditions imposées par la privation de liberté et par les contraintes de la vie en communauté au sein de l'établissement. (Art. 74 CP)

Toujours selon le Code pénal et l'OFJ (2010), l'accomplissement de la peine privative de liberté doit permettre aux détenus de corriger leur conduite sociale, principalement leur capacité à évoluer sans commettre de délits.

La détention doit correspondre autant que possible aux fondements de la vie ordinaire. Elle doit apporter le soutien nécessaire aux détenus et lutter contre les conséquences néfastes de la privation de liberté, sans oublier la prise en compte adaptée du besoin de protection de la société, du personnel ainsi que des détenus eux-mêmes.

Le Code pénal étend à ces principes fondamentaux des principes plus généraux à l'exécution des peines et des mesures : la prévention de la récidive après la fin de l'exécution, la normalisation, le combat contre les effets nocifs de la privation de liberté, le devoir d'assistance nécessaire et la prévention de la récidive pendant la privation de liberté. (Art 75 al. 1 CP)

La prévention de la récidive après la fin de l'exécution

Ce principe consiste à travailler sur les compétences des détenus afin qu'ils parviennent à vivre sans réaliser de délits. Pour ce faire, la détention va agir sur la personnalité et la conduite des détenus. Une telle intervention doit permettre aux individus d'acquérir les compétences sociales nécessaires pour évoluer sans commettre de nouvelles infractions, une fois remis en liberté.

La normalisation des conditions de détention

À travers ce principe, le but est d'ajuster les conditions de la vie carcérale sur celles du monde extérieur. Par conséquent, les détenus se voient imposer des exigences semblables à la réalité. Ce concept de normalisation des conditions de détention est primordial en politique d'exécution et favorise le quotidien en prison vers un terrain d'apprentissage du comportement social pour que la libération se déroule au mieux. (OFJ, 2010)

Le combat contre les effets nocifs de la privation de liberté

Ce combat vise à protéger les détenus des conséquences néfastes qu'implique la détention. Il va s'agir de tout faire pour que les effets de l'enfermement face au monde extérieur soient écartés. C'est pourquoi, les contacts humains sensibles de soutenir les détenus sont favorisés.

Cependant, il est nécessaire d'avoir conscience des limites qu'impose une normalisation des conditions de détention étant donné que le monde extérieur ne peut se reproduire à l'identique à l'intérieur d'un établissement pénitentiaire.

Le devoir d'assistance nécessaire

À travers ce principe, les détenus sont reconnus dans leurs droits d'assistance : soins médicaux, aide sociale, mais aussi assistance religieuse, économique et juridique. En effet, les autorités d'exécution ont la responsabilité d'offrir aux individus incarcérés des prestations similaires à celles dont ils pourraient bénéficier à l'extérieur.

La prévention de la récidive pendant la privation de liberté

Ce principe se rapporte aux difficultés que peuvent poser les détenus d'un point de vue sécuritaire au sein de la prison. De plus, le besoin de protection de la collectivité, du personnel et des codétenus doit être soutenu. Il existe divers moyens de sauvegarder ces principes généraux et de prévenir le risque de récidive (OFJ, 2010) :

Le plan d'exécution, qui consiste en la mise en place d'un programme personnalisé d'exécution de la peine. Ce plan est réalisé en collaboration avec les détenus et met en avant l'assistance offerte, l'opportunité de travailler ou d'entreprendre une formation, sur la réparation du dommage, mais aussi sur les relations avec le monde extérieur et la préparation de la libération. (Art. 75 al. 3 CP)

Le travail et le logement externes ont pour dessein d'atténuer la peine à condition que les détenus se conforment au plan d'exécution décrit ci-dessus. (Art. 77a CP) Il lui sera possible de travailler en dehors de l'établissement, généralement, après avoir réalisé la moitié de sa peine. Cette alternative n'est envisageable que lorsqu'il n'y a pas ou peu de risque d'évasion et de récidive.

La libération conditionnelle et l'assistance de probation sont possibles à partir du moment où les condamnés ont réalisé les deux tiers de leur peine (au minimum trois mois). Les détenus pourront alors être libérés conditionnellement si leur conduite lors de la détention le permet et qu'il n'y a pas d'inquiétude de récidives. (Art. 86 al.1 CP) Cette alternative sera accompagnée par un temps de mise à l'épreuve d'une à cinq années durant lesquelles, les condamnés peuvent en tout temps être réincarcérés.

L'assistance de probation intervient comme soutien durant cette étape. (Art. 87 al.2 CP) Cette aide a pour but de prévenir les nouvelles infractions et d'encourager l'insertion sociale. (Art. 93 al.1 CP)

Actuellement, les services de probation de presque tous les cantons sont des services sociaux spécialisés, faisant partie de l'administration pénale. Le mandat confié à la probation inclut en premier lieu des prestations relevant des domaines classiques de la vie courante, soit l'obtention d'un logement ainsi que d'un emploi et la stabilisation de la situation financière. (OFJ, 2010, p.11)

Le travail et la rémunération sont l'un des piliers de l'exécution des peines en Suisse. Il est imposé par le Code pénal que les détenus soient engagés au travail. L'activité doit convenir autant que possible aux capacités, à la formation et aux intérêts des condamnés. (Art.81, al.1 CP) L'OFS (2010) pointe la valeur centrale du travail pour faciliter l'intégration sociale de chaque citoyen.

Par conséquent, tous les établissements d'exécution de peines longues aménagent des ateliers afin de permettre de réaliser un apprentissage ou une formation professionnelle élémentaire. Les détenus obtiennent une rémunération proportionnelle à leurs prestations, mais qui ne correspond pas à un salaire en vigueur sur le marché du travail. Il est attendu que les détenus contribuent aux frais de l'exécution compensés par les obligations de travail. Il faut savoir qu'une partie de ces gains constitue un fond de réserve dont les condamnés disposeront à leur libération. (Art. 83 CP et Art. 380 CP)

La formation doit pouvoir être accessible aux détenus à travers un perfectionnement en adéquation avec leurs capacités. Toutefois, cette alternative est habituellement peu exploitée. (OFJ, 2010)

La sauvegarde *des relations avec le monde extérieur* est un facteur important dans la facilitation de la prévention de la récidive. La proximité avec le monde extérieur est garantie par l'accès aux produits de presse, la réception d'émissions de radio et de télévision ainsi que par les liens personnels (lettres, appels téléphoniques, visites). (Art. 84 CP)

Ce sont principalement les relations avec la famille et les connaissances qui sont privilégiées. Cependant, ces relations sont soumises à certaines limites face à la réalité de l'exécution, le règlement de l'établissement et les soucis sécuritaires.

À travers ces principes généraux et les différents moyens pour y répondre, nous constatons très clairement que l'évolution du monde pénitencier ne vise plus uniquement la punition de ses détenus, mais leur amélioration ainsi que leur réinsertion dans une démarche de prise en compte et de mise en avant de l'humain.

3.2 Les besoins des détenus

Nous avons désormais conscience de l'évolution très nette du monde carcéral, notamment grâce au renforcement croissant des droits de l'homme. Les droits des détenus visent donc à satisfaire certains besoins fondamentaux.

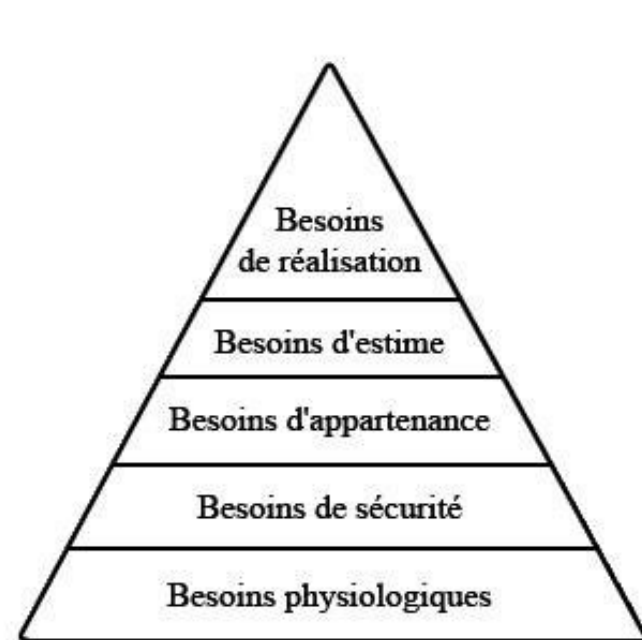
Les besoins fondamentaux

Pour l'explicitation de ce concept, il est intéressant de prendre appui sur la pyramide des besoins fondamentaux d'Abraham Maslow, afin de mettre en lumière jusqu'à quel niveau il est possible de satisfaire les besoins des détenus durant la détention.

Le besoin se définit par une chose considérée comme nécessaire à l'existence. (<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/besoin/8907>). Nous comprenons donc qu'il s'agit d'éléments indispensables au bon développement de chacun. Forest & al. (2010)

désignent d'ailleurs le besoin comme un facteur nécessaire au bien-être, à l'émancipation, à l'adaptation et au fonctionnement optimal de l'individu.

Dans l'optique d'Abraham Maslow et de sa pyramide, les besoins humains sont coordonnés d'après une certaine hiérarchie : les besoins physiologiques à la base la pyramide puis les besoins psychologiques et affectifs d'ordre supérieur à son extrémité. (Mias, 2001. p.2)



2

Il est en effet possible de classer les besoins fondamentaux en cinq différentes grandes catégories subordonnées les unes aux autres. Tout d'abord, **les besoins physiologiques**, à la base de la pyramide. Ensuite, **les besoins psychologiques** qui se traduisent par le besoin de sécurité. Le troisième étage, quant à lui représente **les besoins sociaux**, c'est à dire les besoins d'amour et d'appartenance. Enfin, les quatrième et cinquième niveaux renvoient aux **besoins d'estime et de réalisation de soi**. (Mias, 2001)

Il faut savoir que, l'obligation de répondre à ces besoins n'est pas propre à l'être humain. Les êtres vivants, quelque qu'ils soient doivent satisfaire certains besoins afin de survivre et se développer. (Kotsou, 2014)

Kotsou (2014) explique que les besoins physiologiques peuvent être identifiés sans grande peine et leur satisfaction objectivée. Alors que les besoins psychologiques sont plus difficiles à repérer. De plus, les conséquences à leur non-satisfaction ne seront pas semblables ni immédiates et leur contentement moins objectivable.

D'après la théorie de Maslow, il est indispensable de répondre aux besoins des niveaux inférieurs de la pyramide avant de pouvoir atteindre les niveaux qui leur sont supérieurs.

" Par exemple, un individu ne peut se sentir en sécurité que si son besoin de trouver à manger est satisfait". (Kotsou, 2014, P.7)

Cependant, Kotsou (2014) rend compte que la hiérarchisation des besoins selon le modèle de Maslow a été reconsidérée : un grand nombre d'études prouvent que les êtres humains sont en mesure de répondre à un besoin d'ordre supérieur même lorsque ceux du niveau inférieur ne sont pas satisfaits.

De plus, Scarpa (2009) souligne que Maslow a réalisé son étude uniquement sur la base d'une population occidentale et instruite. Par conséquent, sa pyramide ne peut pas avoir valeur de

² Image : (https://www.researchgate.net/figure/Pyramide-des-besoins-dAbraham-Maslow_fig1_310314149)

représentation universelle, car les différentes cultures à travers le monde n'ont pas automatiquement la même hiérarchie des besoins.

Il est important d'avoir conscience des faiblesses de cette pyramide et de prendre en compte les différents facteurs propres à une personne ainsi que la dimension culturelle afin d'être au plus proche des comportements, des valeurs et du vécu expérientiel de l'individu.

Les besoins physiologiques

Les besoins physiologiques sont les besoins humains prioritaires. Leur satisfaction est primordiale pour la survie. C'est pourquoi les individus cherchent à répondre à ce type de besoins en premier. Il existe huit besoins fondamentaux : les besoins d'oxygène, de liquides, de nourriture, de maintien de la température corporelle, d'élimination, de logement, de repos et de rapports sexuels. (Mias, 2001. P.4)

Il ne fait aucun doute que ces besoins physiologiques sont les plus prédominants de tous les besoins. Chez l'être humain le plus démuné, qui manque de tout, il est probable que ce sont les besoins physiologiques qui constitueront la motivation principale. Une personne qui manque de nourriture, de sécurité, d'amour et d'estime aura vraisemblablement davantage faim de nourriture que de quoi que ce soit d'autre. (Maslow, 2008. P.21-22)

Les besoins de sécurité

Il s'agit des besoins de protection et de sécurité physique et psychologique. Mias (2001) affirme qu'ils se placent directement derrière les besoins physiologiques dans l'ordre de priorité des besoins. L'auteur explique que pour conserver la sécurité physique d'un individu, il faut être capable de diminuer ou d'écarter le danger qui menace le corps ou la vie. Ce danger peut se traduire par une maladie, un accident ou un environnement dangereux.

En ce qui concerne la sécurité psychologique, elle s'exprime par le besoin de savoir à quoi s'attendre des autres et des conditions de l'environnement dans lequel on se trouve. Celle-ci peut-être fragilisée lors de périodes de changements et de situations inconnues.

Les besoins d'amour

Ces besoins se caractérisent par le désir d'être aimé et accepté par les membres de son entourage et de sa communauté. Les besoins d'appartenance et d'affectivité se manifestent si les besoins physiologiques et les besoins de sécurité sont suffisamment comblés. (Mias, 2001)

Les besoins d'estime

Chaque individu a besoin de ressentir de la fierté, du respect et de l'amour à son propre égard, mais aussi d'être reconnu et apprécié par autrui. Il est ici question de succès, de mérite, de reconnaissance de nos capacités et de notre savoir-faire, de confiance en soi, d'affranchissement et de liberté. (Mias, 2001. P. 6)

Les besoins d'accomplissement

Les besoins d'accomplissement peuvent se définir comme la réalisation de soi. La personne est accomplie et parvient à faire face aux échecs et aux doutes de façon pragmatique. C'est uniquement lorsque les besoins des différents niveaux inférieurs sont satisfaits que la personne parvient à développer pleinement toutes ses capacités. (Mias, 2001. P. 6)

La satisfaction des besoins

Pour Kotsou (2014) la satisfaction des besoins est possible uniquement lorsque le besoin en jeu a été identifié et compris. Pour prendre soin d'un besoin, il est primordial de dissocier les besoins des moyens nécessaires pour les contenter.

Kotsou (2014) constate que les besoins sont universels mais restreints, alors que les moyens sont incalculables, mais contextuels et culturellement influencés. La multitude de possibilités pour répondre à un besoin ouvre une porte à la créativité afin de cibler le moyen le plus pertinent ou le plus accessible.

De plus, l'auteur insiste sur l'importance de distinguer les besoins des moyens. Il est possible de trouver en nous-mêmes les moyens sur lesquels nous désirons prendre appui. Cependant, les moyens que nous cherchons à mobiliser se trouvent généralement dans notre environnement et ils résultent de facteurs externes. De ce fait, il n'est pas possible de contrôler entièrement ces moyens.

Ensuite, Maslow (2008) avance que certaines conditions sont également indispensables à la satisfaction des besoins fondamentaux. La mise en péril de ces conditions entraîne une réaction similaire à la réponse que donnerait l'individu lorsque ses besoins élémentaires eux-mêmes sont menacés. Il peut s'agir par exemple, de la liberté de parole, la liberté de faire ce que l'on a envie, la liberté d'expression, la liberté d'enquêter et de chercher des informations, la liberté de se défendre, la justice, l'équité, etc. Certes, ces conditions ne sont pas des fins en elles-mêmes, mais elles sont fortement rattachées aux besoins fondamentaux.

Selon Maslow toujours (2008), les capacités cognitives forment un ensemble de dispositifs dont une des fonctions est de satisfaire les besoins vitaux. C'est pourquoi toute privation et tout empêchement à leur utilisation peuvent être indirectement menaçants pour l'accomplissement des besoins.

3. 3 Le travail social et les rôles de l'assistant social

Je vais désormais mettre en avant la profession de travailleur social et les rôles propres à l'assistant social. J'estime nécessaire de parler du TS généraliste et de l'AS, car, une fois diplômée, je serai travailleuse sociale avec orientation service social.

Il est donc central pour moi d'aborder les deux aspects. Ce d'autant plus que, comme mentionné dans le Plan d'Etudes Cadre Bachelor (2006), les trois professions (l'animation socioculturelle, l'éducation sociale et le service social) qu'englobe le travail social reposent sur une base commune avec des caractéristiques similaires à prendre en considération.

La définition du travail social

Fino-Dhers (1994) définit la profession d'assistant social comme une pratique sociale construite par le contexte socio-historique dans lequel elle s'exerce. Weber (2008) explique que cette pratique s'intègre forcément dans un système de valeur.

Afin d'identifier ce système de valeurs, je vais m'appuyer sur le Code de déontologie du travail social en Suisse et le Plan d'Etude Cadre Bachelor HES en travail social (2006). Le but est de mettre en avant les principales caractéristiques du travail social ainsi que les droits et devoirs qui régissent la profession d'assistant social / travailleur social et leur pratique en vue du respect d'une éthique.

Le travail social s'inscrit au cœur des rapports sociaux et de ses difficultés. La formation HES en alternance fournit au professionnel du travail social les compétences nécessaires pour agir au centre de l'action sociale et intervenir dans des situations d'interactions sociales afin de gérer les problématiques qui y sont liées.

Le TS doit parvenir à collaborer avec les individus et les groupes sociaux de statut différents et d'orientations culturelles diverses et combattre les discriminations sociales. Pour ce faire, il est indispensable de faire appel aux références multiples propres au domaine social afin d'asseoir la légitimité de leur action. (Plan d'Etude Cadre Bachelor, 2006)

Pour répondre à la diversité et la complexité du champ du travail social, le travailleur social intervient dans une démarche pluridisciplinaire, avec des compétences générales et spécifiques. Cette pluridisciplinarité offre une pluralité de possibilités dans l'intervention et une certaine marge d'action pour le professionnel. (Plan d'Etude Cadre Bachelor, 2006)

Le travail social place la relation humaine au centre de son intervention. De ce fait, ses fondements reposent sur les concepts et valeurs des droits fondamentaux et de la justice sociale. (Plan d'Etude Cadre Bachelor, 2006)

Afin de comprendre davantage les fondements et l'éthique d'intervention de ce champ d'activités, nous pouvons mettre en avant quelques principes fondamentaux du Code de déontologie du travail social en Suisse.

Avenir Social, (2010) déclare que la profession de travailleur social tend à favoriser le changement social et la résolution de problèmes dans un contexte de relations humaines. De même, elle soutient la capacité et l'autonomie des individus, de manière à optimiser leur bien-être. Le TS agit au croisement entre les personnes et leur environnement. Les fondements de la profession reposent sur les principes des droits humains et de la justice sociale.

Le Droit de l'homme et le dignité humaine

Le code de déontologie du travail social en Suisse aborde également la notion de droit de l'homme et de dignité humaine. Nous pouvons donc faire le lien avec les intérêts des détenus traité au point 4.2 et constater que l'action du travailleur social repose sur le respect de la dignité propre à chacun et sur le respect des droits qui s'en suivent.

2Les professionnel-le-s du travail social accordent la même valeur à toute personne en raison de sa dignité, indépendamment du genre, de la race, du statut ou de

particularités individuelles. De plus, ils et elles respectent de base que sont la justice, l'égalité et la liberté, auxquels tout individu a droit de manière inaliénable.

Les professionnel-le-s exigent des responsables politiques l'établissement d'une organisation politique qui traite avec le même égard tous les êtres humains. Cette organisation doit correspondre aux droits humains, respectivement aux droits sociaux. Ils et elles en déduisent les principes fondamentaux suivants (Social, 2010, p.9) :

- Principe de l'égalité de traitement
- Principe d'autodétermination
- Principe de participation
- Principe d'intégration
- Principe d'empowerment

Le principe de justice sociale

De plus, les pratiques du travail social sont bâties à l'égard de la justice sociale et des valeurs qui en résultent pour chaque membre de la société. Face aux inégalités sociales existantes, le TS donne beaucoup d'importance à la justice sociale. Cet intérêt se traduit à travers divers engagements fondamentaux :

- Devoir de refuser toute discrimination
- Devoir de reconnaître la différence
- Devoir de juste répartition des ressources
- Devoir de dénoncer les pratiques injustes
- Devoir de respecter la solidarité

L'éthique du travailleur social

Dans le cadre de son accompagnement, le travailleur social échange des informations avec les personnes qu'il soutient, lesquelles lui font confiance au sujet de leurs difficultés. La relation d'aide est fondée sur la confiance et la considération. L'action sociale s'intègre donc dans le respect de la valeur et de la dignité de la personne.

Pour ce faire, le TS est amené à faire preuve d'empathie face aux situations difficiles qu'il rencontre, tout en gardant la distance appropriée.

Le professionnel a le devoir d'informer leurs usagers de leurs droits et devoirs. Il veille également à sauvegarder les données personnelles qui leur sont communiquées à travers l'exercice du devoir de discrétion.

L'assistant social

La tâche principale de l'assistant social consiste à fortifier et étayer les relations sociales entre les individus et la collectivité. Son action tend à renforcer le sentiment de dignité et de responsabilité des personnes en faisant appel à leurs capacités, à leurs relations interpersonnelles et aux ressources de la collectivité.

L'assistant social intervient sous mandats des usagers ou des autorités. Il agit de façon déontologique pour fournir des pistes dans les situations que les personnes ne parviennent pas à démêler seules. Le service social est le carrefour entre les individus et leur environnement. (Plan d'Etude Cadre Bachelor, 2006)

L'AS intervient généralement de manière individuelle ou en petites équipes. Il peut être en fonction dans des institutions sociales diverses, telles que des offices et centres sociaux, des hôpitaux, des centres médico-sociaux, des écoles, des entreprises ou encore des établissements pénitenciers. Ils travaillent également dans certains services spécialisés comme les Offices de Protection de l'Enfant (OPE), de curatelles ou d'aides matérielles spécifiques. (Plan d'Etude Cadre Bachelor, 2006)

Le cadre de travail porte sur le conseil et l'accompagnement des individus, des couples et des familles. En outre, l'intervention peut s'étendre sur le réseau primaire et secondaire des usagers. L'intervention est construite dans une perspective d'autonomie en favorisant l'accès aux ressources de la société. Le but principal de l'action sera de renforcer le pouvoir d'agir des personnes dans une dynamique d'encouragement.

L'assistant social doit être à même d'intervenir à la fois seul, en groupe ou en réseau de professionnels et en partenariat. Il doit être capable de polyvalence, d'adaptation, mais avant tout d'empathie et d'intérêt pour autrui.

Nous pouvons donc constater que le travailleur social est à mi-chemin entre les individus et la société. Sa mission vise la protection des intérêts de chacun dans une perspective éthique propre au domaine de l'intervention sociale.

4. METHODOLOGIE

Pour la rédaction de mon travail de Bachelor et les recherches y relatives, j'ai choisi la prison comme terrain d'enquête où j'appliquerai la technique des entretiens semi-directifs. Cette technique semble la plus adaptée à mes questions et hypothèses de départ portant sur la pratique professionnelle et les outils d'accompagnement utilisés par les AS auprès des détenus.

4.1 Le terrain d'enquête

Mon terrain d'enquête est l'établissement pénitentiaire de Crêtelongue. Il s'agit d'un établissement en milieu ouvert qui accueille des détenus qui ne sont pas sujets à des risques élevés d'évasions ou de récidives. C'est un établissement de basse sécurité. La prison compte trente collaborateurs, dont deux assistantes sociales qui travaillent en temps plein au sein même de la prison.

À Crêtelongue, les condamnés travaillent au sein de l'établissement durant la journée. C'est également leur lieu de repos et de loisirs. Les activités professionnelles proposées au sein de la prison sont réparties en deux grandes catégories :

Les ateliers

- Menuiserie
- Mécanique
- Service intérieur (Cuisine buanderie, nettoyage, espace vert)

Les domaines agricoles

- Etable
- Vigne
- Verger fruitier
- travail des foin /céréales/maïs

Le travail est obligatoire. À travers cette activité quotidienne, le détenu maintient et/ou développe des aptitudes spécifiques et améliore son comportement au travail et en société. (Gaspoz, 2018).

Il va de soi que le pénitencier de Crêtelongue ne représente qu'une petite partie de l'organisation pénitentiaire suisse et qu'il me permettra de refléter le fonctionnement valaisan uniquement.

Cependant, j'oriente ma recherche uniquement sur le canton du Valais, car les lois fédérales qui déterminent le milieu carcéral sont convenues par canton de manière quelque peu différenciée. Mettre en parallèle l'organisation de différentes prisons dans des cantons différents compliquerait ma recherche au niveau du temps, mais également au niveau de l'analyse.

4.2 L'échantillon

Afin de mieux comprendre la teneur, la richesse, mais aussi les contraintes du travail social en milieu pénitencier, j'ai souhaité échanger avec une assistante sociale de la prison. Mon but est d'avoir son retour sur son travail, ainsi que sa posture professionnelle et personnelle dans un milieu tel que celui-ci.

J'ai également choisi de questionner deux détenus afin d'avoir le point de vue des personnes directement concernées par la privation de liberté et la prise en charge sociale au sein de l'établissement. J'aimerais comprendre ce que signifie pour eux la présence des assistantes sociales et quelle place ils leur attribuent au sein de ce système formé principalement d'agents de détention.

4.3 L'entretien semi-directif

La technique de l'entretien semi-directif a été choisie car elle permet aux personnes interrogées de s'exprimer simplement et librement. Selon moi, cette technique laisse place à toute la spontanéité recherchée pour réaliser mon travail et recueillir le vécu, le ressenti et les connaissances des différents acteurs.

L'entretien figure comme le moyen de recueil de données le plus emprunté pour les travaux de recherches en sciences de la santé, en sciences humaines et en sciences sociales. (Imbert, 2010) L'entretien semi-directif est, quant à lui, spécifiquement un outil de collecte d'informations qui facilite le développement de connaissances en favorisant des approches qualitatives et interprétatives.

Beaud (1996) met en avant qu'il est nécessaire de préparer un guide lorsque l'on souhaite effectuer des entretiens directs ou semi-directifs. Il est toujours nécessaire de préparer ses entretiens et la présence d'un guide peut être d'un grand soutien pour sa structuration. C'est la raison pour laquelle j'ai réalisé des grilles d'entretien pour structurer mes échanges avec l'AS et les deux détenus.

Euréal (2010), explique que cette technique donne la possibilité de centrer le discours des sujets interrogés face à une thématique bien définie et consignée dans un guide d'entretien. À travers un entretien directif, les données des personnes interrogées ne sont pas limitées à des questions prédéfinies ou à un cadre fermé. De ce fait, les sujets interviewés se verront libres de développer et d'orienter leurs propos. Ce qui amène à une collecte d'informations diversifiées. C'est un outil auquel on peut avoir recours à tout moment dans le processus d'évaluation.

Bien que l'entretien semi-directif permette de collecter des données approfondies, il connaît certaines limites. En effet, il est compliqué de mettre en avant des conclusions générales. De plus, c'est une technique qui demande du temps et des compétences spécifiques afin de concevoir, conduire et interpréter un entretien. Sans oublier la sélection des informations qui est tout autant centrale que délicate.

En effet, ce qui rend la sélection importante et délicate c'est de conserver la diversité des points de vue, des sensibilités et des expériences qui font la richesse de cette méthode. Il s'agit

donc d'accueillir la diversité des informations tout en sélectionnant les informations les pertinentes à la vue du cadre défini par le sujet. (Euréval, 2010)

5. HYPOTHESES

1. Au sein d'un établissement pénitentiaire tel que Crêtelongue, les détenus mais les assistantes sociales également, sont soumis à une relation d'aide contrainte.

Sous hypothèses :

- *Le milieu carcéral en lui-même impose de la contrainte puisque les détenus sont forcés d'être en prison et par conséquent obligés d'adhérer aux mesures mises en place par l'institution. Ils doivent également participer au suivi avec les AS.*
- *Les AS en elles-mêmes ont des comptes à rendre au pénitencier, ainsi qu'à respecter les bases légales qui le régissent*

2. La création du lien de confiance mutuelle est nécessaire pour la relation entre les assistantes sociales et les détenus malgré leur délit et les contraintes organisationnelles

Sous hypothèse :

- *Dans les démarches effectuées par les AS, elles leur apportent en même temps l'écoute dont ils pourraient avoir besoin, peu importe le délit commis. Cette écoute est indispensable pour la création d'un lien de confiance avec le détenu afin de le faire adhérer à la relation d'aide.*

3. Face aux contraintes de l'organisation, les assistantes sociales ont une marge de manoeuvre restreinte pour répondre aux besoins des détenus.

Sous hypothèses :

- *Le cadre contraint de la prison impose aux AS une marge de manoeuvre réduite qui fait qu'elles ne peuvent pas répondre comme elles le voudraient aux besoins des détenus, qu'ils soient exprimés ou non par ces derniers.*
- *Dans ce cadre contraint, les AS s'occupent surtout des démarches sociales et administratives.*

4. Les détenus ne perçoivent pas les apports de l'accompagnement des assistantes sociales parce qu'ils sont dans un cadre contraint qui limite la prise en compte de leurs besoins.

Sous hypothèses :

- *Il est possible que la frustration et les ressentis face à la peine ne permettent pas aux détenus de percevoir les bénéfices d'un soutien social.*
- *L'environnement carcéral confronte les détenus à une certaine méfiance et par conséquent à des résistances quant au fait de se dévoiler et accepter la relation d'aide.*

5. Selon le type de détention des détenus (courte, semi-détention, etc.), leur perception de l'accompagnement proposé par les assistantes sociale peut différer.

Sous hypothèses :

- *Les conséquences de l'incarcération varient évidemment en fonction de chacun. Cependant le type de détention, notamment en terme de longue durée implique des répercussions importantes au niveau social, administratif et financier.*
- *Un détenu pour qui le passage en prison est plus long percevra plus facilement les bienfaits et la nécessité d'un accompagnement social durant sa peine en vue de préparer sa sortie.*

6. ANALYSE

L'objectif premier de ma recherche consistait à confirmer certaines observations corroborées par le cadre théorique de ce travail. Mais aussi à confronter les données obtenues aux hypothèses mises en avant dans le cadre de ma recherche.

Afin de mettre en présence théorie et pratique, je vais désormais analyser les entretiens et les articuler selon les affirmations des détenus et celles de l'assistante sociale. Je mettrai ensuite les éléments dominants en lumière afin d'en retirer les principaux enjeux et de les exemplifier. Enfin, je rédigerai un récapitulatif de l'analyse réalisée.

J'ai eu la chance de m'entretenir avec deux détenus du pénitencier de Crêtelongue et une des deux AS qui y travaillent. En effet, j'ai uniquement pu rencontrer Mme Fournier³, mais comme les pratiques professionnelles des deux intervenantes se rejoignent, l'entretien reste complet et pertinent.

6.1 L'Etablissement pénitentiaire de Crêtelongue

L'organisation institutionnelle

Comme susmentionné, l'établissement pénitentiaire de Crêtelongue est une prison semi-ouverte de basse sécurité. Il accueille cinquante-trois détenus en exécution de peine privative de liberté. Pour ce faire, l'établissement prévoit trois cellulaires, trente-trois cellules individuelles, dix cellules doubles, trois cellules de réflexion, trente collaborateurs, divers ateliers et une exploitation agricole.

Les condamnés présentent un risque d'évasion et de récidive bas. L'AS le confirme : *"Ils ne s'évadent pas. Rare sont les gens qui s'évadent et on a quelques fois par année, ça doit être une moyenne de deux fois par année, des gens qui partent en congé et qui ne reviennent pas. Il y a pratiquement aucun pourcentage d'évasion."*

Mme Fournier l'explique ainsi : *"Le fait qu'on leur fasse confiance, qu'il n'y ait pas ce cadre quand même très formel de l'environnement, fait que les gens n'ont pas forcément envie de s'évader. Ils savent qu'ils sont bien là, ils savent qu'ils travaillent, qu'ils peuvent sortir. Et ça leur donne accès à des visites tous les week-ends, ils savent qu'ils peuvent accéder à des congés donc ils savent que de l'autre côté il y a un gain quand même par rapports aux allègements de peine et ils auraient tout à perdre de s'évader."*

Rappelons nous que l'exécution de peine privative de liberté touche la liberté individuelle de mouvement car elle la supprime ou la diminue et elle est appliquée lorsqu'un crime ou un délit est commis.

"L'emprise carcérale est, avant tout, une prise sur le corps, une perte de contrôle de son usage et de ses rapports à l'environnement." (Ravit, 2008, p. 3)

Comme le mentionne l'OFS (2010), cette condamnation vise à changer la conduite du détenu en lui garantissant l'assistance nécessaire. La peine privative de liberté peut aller de six mois à vingt ans au plus. (Art. 40 ss CP)

³ Nom d'emprunt

Mais comme l'explique l'AS, à Crêtelongue, les détenus, ont la chance d'être à l'extérieur durant la journée et de pratiquer une activité au sein du domaine, accompagnés par des agents de détention. Le travail est obligatoire, et ce pour mettre l'accent sur l'aspect de réinsertion. C'est une des conditions en exécution de peine. Les détenus sont occupés et affectés au travail sur différents critères : les capacités et la sécurité. Ils sont rémunérés selon leur motivation et leur rendement. (Etablissement pénitentiaire de Crêtelongue, 2018)

En effet, comme déjà évoqué, le Code pénal (2018), mentionne que le travail et la rémunération sont l'un des piliers de l'exécution des peines en Suisse. C'est la raison pour laquelle les pénitenciers de peines longues disposent d'ateliers. L'objectif est de permettre aux détenus de développer des attitudes et des comportements attendus d'eux, notamment sur le marché du travail (Etablissement pénitentiaire de Crêtelongue, 2018).

Ce sont les agents de détention qui accompagnent les détenus quotidiennement dans les activités rattachées aux ateliers. Les agents enrôlent une fonction éducative auprès des détenus. Ils leur apprennent le travail attendu et les soumettent à des horaires. Les détenus sont amenés à travailler en équipe et à disposer du matériel convenablement. Ils sont également contraints de se présenter de manière adéquate et de se respecter eux-mêmes, de respecter leurs codétenus ainsi que les agents de détention.

Les agents de détention sont présents pour les confronter à l'autorité et à la frustration afin qu'ils étayent ou affermissent des capacités spécifiques et améliorent leur comportement au travail et en société. (Etablissement pénitentiaire de Crêtelongue, 2018).

Nous observons ici la fonction éducative qu'enrôle la prison. Comme cité dans le cadre théorique le monde carcéral a peu à peu évoluer vers un désir éducatif pour les détenus afin qu'ils s'améliorent et se détournent de tous comportements délictueux.

La population et les délits

A Crêtelongue, les détenus ne sont pas des criminels dangereux nécessitant un cadre exclusivement fermé. Les principaux délits observés sont assez variés. Il peut s'agir d'une infraction au patrimoine, de vol, de dommage à la propriété, de délits de cols blancs, d'abus de confiance, de détournement ou blanchiment d'argent et de trafic.

Il existe des mesures particulières afin de placer les détenus dans les différents pénitenciers sur la base de certains critères, notamment celui de dangerosité :

Mesures particulières de sécurité

¹ La commission visée à l'art. 62d, al. 2, apprécie, lorsqu'il est question d'un placement dans un établissement d'exécution des peines ouvert ou de l'octroi d'allégements dans l'exécution, le caractère dangereux du détenu pour la collectivité si les conditions suivantes sont remplies:

a.le détenu a commis un crime visé à l'art. 64, al. 1;

b.l'autorité d'exécution ne peut se prononcer d'une manière catégorique sur le caractère dangereux du détenu pour la collectivité.

² Les allégements dans l'exécution sont des adoucissements du régime de privation de liberté, notamment le transfert en établissement ouvert, l'octroi de congés, l'autorisation de travailler ou de loger à l'extérieur ainsi que la libération conditionnelle.

³ *Le caractère dangereux du détenu pour la collectivité est admis s'il y a lieu de craindre que le détenu ne s'enfuie et ne commette une autre infraction par laquelle il porterait gravement atteinte à l'intégrité physique, psychique ou sexuelle d'autrui. (Art.75a CP)*

Lieu de l'exécution des peines privatives de liberté

¹ *Les peines privatives de liberté sont exécutées dans un établissement fermé ou ouvert.*

² *Le détenu est placé dans un établissement fermé ou dans la section fermée d'un établissement ouvert s'il y a lieu de craindre qu'il ne s'enfuie ou ne commette de nouvelles infractions. (Art. 76 CP)*

À Crêtelongue, il y a aussi des profils plus particuliers avec des infractions plus graves comme l'explique Mme Fournier : *" Le détenu qui commet une infraction grave qui touche à l'intégrité physique, sexuelle, morale d'une personne est soumis à condition, c'est de passer devant une commission de dangerosité. Alors quelqu'un qui a tué une personne va devoir passer devant cette commission. Maintenant, un gars qui serait un serial killer il ne viendrait pas à Crêtelongue. Il n' y a pas de murs, il n' y a pas de grillages, je veux dire l'environnement n'est pas protecteur."*

Nous constatons que les profils observés à Crêtelongue présentent un faible risque d'évasion et de récidive, ce qui rend possible le placement en milieu semi-ouvert. Ce qui démontre que la protection de la collectivité est une priorité et que le détenu doit remplir des conditions clairement établies afin de bénéficier d'un cadre plus souple.

6. 2 Le rôle et la mission des assistantes sociales

Les tâches du service social

Les assistantes sociales de Crêtelongue ont pour mission d'aménager des espaces d'entretiens avec les détenus afin de travailler sur la prise de conscience des délits commis. Pour ce faire, elles les accompagnent vers une meilleure compréhension des normes sociétales pour les aider à les assimiler :

- leur apprendre à faire les démarches s'il le faut afin qu'ils puissent intégrer les normes de la société
- leur permettre d'intégrer les normes de la société en les explicitant
- leur permettre de comprendre les limites que la société tolère
- leur faire découvrir le respect de l'autre et donc de soi

(Etablissement pénitencier de Crêtelongue, 2018)

Nous pouvons constater que cet aspect répond à l'Art.75 al.1 du Code pénal expliquant que la peine privative de liberté doit améliorer le comportement social du détenu, en particulier son aptitude à vivre sans infraction et en société.

Mme Fournier le précise : *" Il faut qu'il ait répondu à un certain parcours et qu'il ait mis sur pied des outils qui fassent baisser le risque de récidive et en même temps qu'il ait des conditions pour sortir. Alors ça peut-être une rente AI⁴, une collaboration avec l'ORP⁵, ça*

⁴ Assurance Invalidité

⁵ Office Régionale de Placement

peut être un travail, ça peut être un logement chez quelqu'un, ça peut-être Chez Paou⁶. Mais finalement, on ne peut pas admettre que quelqu'un ressorte dans la rue et qu'on lui attribue une libération conditionnelle, ça c'est clair."

Leur travail consiste donc à resocialiser les détenus et diminuer le risque de récidive. Pour ce faire elle les responsabilise tout en les soutenant et les guidant dans la résolution de difficultés sociales, financières, relationnelles, familiales et professionnelles. (Etablissement pénitencier de Crêtelongue, 2018)

L'AS l'appuie : " *On doit travailler avec eux sur les délits, sur leurs projets de vie, sur leur sphère privée, familiale...*" Ce qui correspond spécifiquement aux cahiers des charges que rencontre généralement l'assistant social.

Le plan d'exécution de la sanction (PES)

Dans le cadre de leur activité les assistantes sociales de Crêtelongue sont tenues de remplir pour chaque détenu un plan d'exécution de la sanction (PES). Mme Fournier l'illustre ainsi : " *C'est un document qui parcourt leur vie, leurs antécédents, les jugements, la situation familiale; professionnelle, les délits. Après on pose des objectifs et on remplit des phases, ça c'est le Code pénal qui les fixe. Comme déjà dit :*

3Le règlement de l'établissement prévoit qu'un plan d'exécution est établi avec le détenu. Le plan porte notamment sur l'assistance offerte, sur la possibilité de travailler et d'acquérir une formation ou une formation continue, sur la réparation du dommage, sur les relations avec le monde extérieur et sur la préparation de la libération.

4Le détenu doit participer activement aux efforts de resocialisation mis en oeuvre et à la préparation de sa libération. (Art.75.2 al.3-4, CP)

Autrement dit, les détenus doivent s'activer et faire des efforts en vue de leur réinsertion, comme c'est le cas dans bien d'autres politiques sociales où les droits octroyés sont conditionnels à des devoirs.

Sous mandat de l'Autorité compétente, les AS doivent remplir le PES avec les détenus, au cours des six premières semaines de leur incarcération. Le plan d'exécution de la sanction est composé de neuf domaines :

1. Données personnelles du détenu (nom, prénom, ...), antécédents, jugement (raison de sa présence), papiers de séjour
2. Situation médicale actuelle (physique et psychique) : y a-t-il des intervenants externes du corps médical pour ce détenu ? Est-ce que le détenu a des contacts avec les aumôniers à Crêtelongue?
3. Situation familiale, affective et sociale du détenu
4. Situation professionnelle du détenu. Quel parcours professionnel a-t-il eu jusqu'à présent et quels sont ses projets lors de sa sortie de prison?
5. Comportement en détention

⁶ Chez Paou : Fondation offrant un logement et un accompagnement aux personnes en difficultés sociales.

6. Reconnaissance de l'infraction et tout ce qui est en lien avec l'infraction commise. Y a-t-il concordance entre les faits présentés par le détenu et ceux qui figurent dans le jugement? Explication du passage à l'acte par le détenu
7. Objectifs et conditions qui seront travaillés durant la détention
8. Phases et profession du détenu
9. Reprise des objectifs, conditions fixées avec le détenu et synthèse du document.

(Balma, 2016, p.43-44)

Les assistantes sociales sont donc amenées à collaborer avec les membres du réseau qui entourent les détenus afin de répondre à chaque étape. Dans ce but, les agents de détention ont à fournir une grille d'observation portant sur l'attitude et le comportement des détenus durant les ateliers afin que les AS puissent s'y référer lors de la réalisation du PES. Une fois mis au point le document est signé par la direction de l'établissement et par les détenus puis remis à l'Autorité compétente pour validation. (Balma, 2016)

Mme Fournier insiste également sur le fait que leur rôle implique de qualifier chaque stade de la détention avec le détenu : *"Quand on arrive dans la phase de détention, il y a des ouvertures possibles, c'est à dire qu'il y a des congés, il y a des permissions, il y a un travail externe qui peut être possible, jusqu'à une libération conditionnelle. Donc on doit poser des objectifs lors de ces phases et puis quand ces objectifs sont atteints et bien il peut finalement passer à une autre phase."*

En général, au cours de leur détention les détenus ont la possibilité d'un premier congé au tiers de leur peine, ensuite à la moitié de leur peine un travail extérieur est envisageable et enfin, une demande de libération conditionnelle est une éventualité au deux tiers de l'incarcération selon leur conduite. (Etablissement pénitentiaire de Crêtelongue 2018)

Les assistantes sociales de Crêtelongue sont aussi présentes pour (re)poser le cadre lorsqu'il est nécessaire et pour que les condamnés puissent assimiler les règles de la détention notamment concernant ces congés. Mme Fournier confie : *" Dans ma position il y a des choses que je ne peux pas cautionner. Je ne peux pas cautionner que le gars me dise, je pars en congé, je n'ai personne chez qui aller, mais ça fait rien, je vais aller dans la rue et puis je trouverai bien des potes etc. Non ça ne va pas ! Si on organise un congé, c'est dans de bonnes conditions, c'est avec des gens qui peuvent le réceptionner. "*

Les congés sont le moyen le plus solide au maintien des relations des détenus avec leur environnement. Les conditions d'octroi dépendront du comportement du détenu pendant la détention et de l'absence de crainte d'évasion ou de récidive. Ils sont régis par le droit cantonal, généralement de façon sommaire (congés relationnels ou sorties ainsi que congé spéciaux ou permissions). Mais c'est à l'Autorité d'exécution des peines que revient la décision finale de leurs autorisations ou non. (OFS, 2010) Les assistantes sociales, elles, vont organiser les modalités concrètes des congés. (Avec qui, où, etc.)

Le travail sur le délit

Le travail sur la prise de conscience du délit répond prioritairement au besoin de prévention de la récidive. Comme dit, il s'agit là, d'assurer la protection de la société tout en préservant un certain niveau de sécurité au sein des pénitenciers. (OFS, 2010)

"Si la déviance ou la délinquance d'un individu est perçue prioritairement comme la conséquence d'une problématique personnelle, et que donc, c'est cette problématique qui le condamne au blâme, à l'enfermement, à l'exclusion, il devient cohérent de vouloir que celui-ci se soigne, qu'il prenne conscience de la latence dangereuse qui le conduit à transgresser et qu'il se change." (Hardy, & al. 2001, p.11)

Nous avons conscience que chaque détenu a des antécédents distincts ainsi que des délits, crimes et des peines différents. Ce qui implique des prises en charges divergentes.

Mme Fournier expose le type d'accompagnement face à des détenus ayant commis des actes d'ordres sexuels en général. Elle explique : "Peut-être un condamné standard, on va mettre en premier la réinsertion. Quelqu'un qui a commis ce type d'actes on va peut-être primer la protection de la société avant la réinsertion."

Alors qu'un détenu ayant commis une infraction de la loi sur les stupéfiants ou encore un délit de dommage à la propriété entreprendra plus rapidement un travail de réinsertion. L'AS insiste : *"On va d'abord mettre en avant la réinsertion. Qu'est-ce qu'on peut faire pour aider? Est-ce qu'on trouve un stage ? Est-ce qu'on trouve quelque chose de compatible avec une rente AI?"*

Elle précise : *"Alors si c'est un père incestueux, un pédophile, un violeur, ce n'est pas dans le type de démarches qu'on va être toute suite...C'est vraiment des situations qui posent d'autres questionnements, d'autres thématiques au niveau de la réinsertion...C'est peut-être un peu ce type de raisonnement assez différent selon les délits : Est-ce qu'on met en avant la protection de la société ou la réinsertion ?"*

Ce qui implique que les conditions posées à la détention et aux sorties sont contraignantes et très sécuritaires avant d'envisager la question de la réinsertion.

Bien qu'une nette évolution se soit dessinée quant à la prise en charge des détenus et l'importance accordée à leur réinsertion, l'objectif prédominant reste naturellement la protection de la société. Il reflète bien ici les fondements de monde pénitentiaire.

Cependant, hormis les démarches administratives et le travail sur le délit à effectuer dans le cadre de leur activité, les assistantes sociales de Crêtelongue enrôlent une fonction thérapeutique auprès de certains détenus, notamment à travers l'écoute et le travail d'acceptation face à ce qu'implique la détention.

Mme Fournier explique : *" Alors pour moi on est purement à certains moments dans une relation de soin. Si on prend la première personne que vous avez vue, au niveau des démarches, finalement on n'en a pas fait spécialement. Mais par contre au niveau de l'écoute, au niveau des entretiens, de la reformulation, des techniques pures d'entretien, de l'acceptation d'une nouvelle condamnation au tribunal, de l'acceptation d'une nouvelle peine, qui est en l'occurrence une mesure et bien je pense qu'on est purement dans le soin, dans le thérapeutique."*

Nous retrouvons ici la source même du travail social qui place la relation humaine au centre de son intervention qui peut s'approcher du care. Cela passe par l'écoute et l'empathie qui font partie intégrante de la prise en charge du travailleur social.

Le travail avec le réseau externe

A Crêtelongue il existe un travail interdisciplinaire important avec les différentes institutions sociales orientées vers l'extérieur et permettant de consolider le lien avec la société. (Etablissement pénitentiaire de Crêtelongue, 2018)

L'AS dépeint une intervention importante auprès du réseau primaire des condamnés qui peut nécessiter une étroite collaboration avec l'Office de la Protection de l'Enfant (OPE). Elle explique : *" Mettre sur pied par exemple des réseaux avec l'OPE. Nous ici on peut fonctionner un peu comme le point rencontre. Parfois, il y a des visites où on nous demande qu'elles soient surveillées au niveau du langage pour que le père ait des propos qui soient cohérents face aux enfants. Parfois, c'est simplement de rester devant la caméra. Parfois c'est de laisser le père et l'enfant seuls. Donc là on travaille avec l'OPE en règle général."*

Nous constatons que le travail en réseau est indispensable notamment au niveau de la parentalité des détenus, bien qu'il demande parfois une organisation importante et une certaine coordination. L'AS souligne : *" Alors oui, des fois ça demande de pas mal ramer parce que la personne à l'extérieur, elle a peut-être elle-même un réseau. Elle peut être au chômage, à l'aide sociale, etc. Donc est-ce qu'on doit collaborer avec ce réseau là ? Oui ça arrive. Mais je pense que si on ne collabore pas avec les réseau on arrive à rien."*

Dumoulin & al. (2006) confirme qu'il est nécessaire d'intégrer tous les facteurs qui agissent dans une situation. Le rapport avec l'environnement est essentiel dans l'intervention sociale. Le travail en réseau permet une prise en charge globale des besoins et le développement de l'autonomie. Pour ce faire un travail sur la consolidation des ressources du réseau doit être entrepris en vue d'offrir un soutien durable à la personne.

L'AS soutient : *"C'est important de considérer le réseau dans la détention. Parce que ce réseau il existait avant. Il y a un passage en détention mais en règle générale, c'est ce même réseau qui reste à la sortie."*

Ceci pour autant que le réseau du détenu soit de bonne influence pour lui : *" Nous on aurait peut-être envie que ce réseau soit différent, qu'il change, que les fréquentations soient autres... donc il y a des choses que l'on doit interdire"*.

Mme Fournier exemplifie : *"Un couple qui a fait des brigandages ensemble. On ne peut pas...Monsieur est chez nous, on ne peut pas accepter que Mme vienne ici en visite parce qu'elle a aussi été condamnée, entre autre pour les mêmes motifs. Mais Monsieur sait très bien que c'est Madame qu'il va retrouver en sortant. De toute façon ce n'est pas possible de lutter là contre. "*

Bien qu'il n'y ait aucune prise sur les fréquentations des détenus, une fois sortis, il est possible de contrôler les relations lors de la détention et d'éviter aux détenus certains contacts. D'ailleurs certaines études démontrent qu'une bonne influence des groupes de pairs favoriserait l'absence de récidive :

"Les observations et conclusions sur le rôle joué par le groupe de pairs dans la rééducation des délinquants proposées par Redl (1945) ainsi que par Mailloux (1971) rejoignent les résultats de travaux empiriques récents (Dishion, McCord & Poulin, 1999) selon lesquels le jeune qui est mis en situation de groupe sous forme de groupes de soutien entre pairs délinquants, aura tendance à renforcer ses comportements

délinquants. Ce que ces études confirment c'est que l'influence des pairs contribue significativement à soutenir le comportement délinquant ...en renforçant l'identité négative en se substituant au Surmoi individuel. " (Casoni & Brunet, 2003, p.99)

Mais au-delà du travail avec le réseau externe des détenus, les AS sont également tenues de collaborer étroitement avec le réseau pénal, en particulier le Tribunal cantonal. Et au sein même de la prison elles travaillent aux côtés des agents de détention qui accompagnent les détenus au quotidien. Cette collaboration est indispensable et extrêmement bénéfique. Mme Fournier l'explique : *"Pour moi c'est important si mon collègue est pas mis de côté, mis à part de cette relation. Au contraire qu'il soit vraiment inscrit dans ce type de relation"*.

Nous réalisons que le travail pluridisciplinaire et l'utilisation des ressources du réseau sont inévitables pour permettre une prise en charge efficace et complète.

6. 3 Les contraintes organisationnelles et relation d'aide

Droit d'assistance

Nous allons à présent aborder la notion de droit d'assistance que prévoit par le Code pénal en faveur des détenus et explorer les aspects organisationnels mis à disposition afin d'y répondre au mieux.

Il faut savoir que la présence d'assistants sociaux en milieu pénitencier n'est pas obligatoire. Mme Fournier l'atteste : *" Elle n'est pas obligatoire. Le Code pénal dit que le détenu a droit à une assistance sociale. Certains cantons la fournissent au travers de la probation, Crêtelongue la fournit par rapport à deux assistantes sociales qui sont sur le site."*

Par contre, en Valais, la probation s'applique auprès de détenus qui ont été libérés conditionnellement, qui bénéficient d'un sursis ou pour lesquels la peine a été suspendue au profit d'une mesure. (<https://www.repr.ch/Service-de-probation-Valais>)

Evoquons alors le Code pénal indiquant que la peine privative de liberté doit garantir l'assistance nécessaire. Les détenus doivent pouvoir disposer d'une aide égale à celle dont ils seraient à même de bénéficier à l'extérieur au niveau médical, social, culturelle, financière et juridique. (OFJ, 2010, p.11)

Nous constatons que les assistants sociaux interviennent bien sous mandats des usagers ou des autorités, tel est le cas pour les travailleurs sociaux évoluant en milieu carcéral. Le service social est effectivement le croisement entre les détenus et leur environnement. L'assistance à laquelle les détenus ont droit permet, notamment aux assistants sociaux, de répondre à leur mission qui vise à préserver les intérêts de chacun dans une approche éthique propre au travail social. (Le Plan d'Etude Cadre Bachelor, 2006)

La relation d'aide contrainte

Le contexte institutionnel rend tangible la notion de contrainte à laquelle sont exposés les détenus. Il semble inévitable que les assistantes sociales accompagnent les détenus à travers une relation d'aide contrainte.

Mme Fournier témoigne : *" On est très clair c'est du travail sous la contrainte. Je pense que c'est très clairement ce type d'accompagnement. Maintenant la contrainte elle se travaille, elle s'accepte. Le détenu arrive chez nous, il ne choisit pas son AS comme nous on ne choisit pas le détenu. C'est à dire qu'au fur et à mesure, des détenus nous quittent, on prend le suivant. Ca veut dire qu'à un moment donné on est censé collaborer ensemble."*

"Dans son acception la plus courante, une contrainte se définit (et se vit) comme une situation infligée faisant entrave à une totale liberté d'action." (Hardy, 2012, p.15)

"Dès la contrainte d'aide émise, la personne qui l'énonce, celle qui en fait l'objet et l'intervenant sont plongés dans un jeu relationnel..., la contrainte ne se laisse en aucun cas réduire à une proposition qu'il serait simplement question d'accepter ou pas." (Hardy, 2012, p.15)

Une première rencontre doit donc obligatoirement avoir lieu entre les assistantes sociales et les détenus, car comme expliqué précédemment, un plan d'exécution de la sanction doit être rédigé pour chacun d'entre eux. Mme Fournier indique : *" Personne n'est soumis mais tout le monde est obligé de nous voir...Je dirai l'obligation vu que c'est nous qui devons faire ce plan d'exécution de la sanction on est obligé de se rencontrer. Mais après on admet que le détenu ne veuille plus nous rencontrer, ce qui est assez rare."*

Elle exemplifie : *" Il y a quelqu'un qui est très malade qui ne veut pas nous voir. De temps en temps, je passe le voir pour savoir comment il va, point. Il me dit moi je m'occupe avec mon curateur ça roule, je n'ai pas de gros besoins. Mais c'est juste de s'inquiéter de temps en temps voir si ça se passe bien."*

Il s'agit donc aussi de respecter la liberté des détenus et de ne pas leur imposer une aide qu'ils ne souhaitent pas ou dont ils n'ont pas besoin.

Mme Fournier affirme ne pas rencontrer davantage de contraintes institutionnelles par rapport à son travail. Elle indique : *" Si ce n'est qu'on est tous soumis on va dire ça comme ça, au Code pénal. Le Code pénal il va donner les lignes d'une détention... et ça c'est des choses qu'on ne peut pas modifier. Elles sont prévues dans la loi, il y a des conditions à respecter."*

Parfois les contraintes peuvent se dessiner à travers les conditions qui sont posées. L'AS l'illustre : *"Quelqu'un qui a eu une expertise psychiatrique, qui conseille un traitement thérapeutique, le juge il inscrit une injonction dans le jugement. Ca veut dire que nous on va reprendre ça en lui disant mais il faut que vous alliez voir la thérapeute, faute de quoi pour nous c'est pas ok."* L'AS va donc travailler en collaboration avec le réseau judiciaire et l'Autorité compétente pour favoriser les conditions nécessaires à la prise en charge des détenus.

Une mesure thérapeutique doit être ordonnée :

- a. *si une peine seule ne peut écarter le danger que l'autre commette d'autres infractions;*
- b. *si l'auteur a besoin d'un traitement ou que la sécurité publique l'exige; et*
- c. *si les conditions prévues aux art. 59 à 61, 63 ou 64 sont remplies*

(Art. 56 CP)

Relatons que la mesure est généralement imposée en complément de la peine et que son étendue ne repose pas sur l'infraction commise mais sur la durée requise pour écarter le risque de récidive. Les mesures incluent en l'occurrence le traitement thérapeutique. (OFJ, 2010, p.12-13)

Enfin, une contrainte liée est le devoir de signalement à l'Autorité supérieure. Mme Fournier soutient : *"Le détenu qui viendrait en disant moi ça ne va pas, j'ai reçu une mauvaise nouvelle ce soir je vais me suicider... Ca c'est le type d'informations qu'il sait depuis le début... S'il y a un risque d'auto-agression ou d'hétéro-agression et bien c'est clair qu'on doit signaler. Et là il y a une annonce qui est faite à ma direction, il y a une annonce qui est faite aussi au service médical qui va évaluer la situation... Je pense que c'est vraiment dans ce lien où il y a des choses qui doivent être dites, écrites et il y a des choses qui ne sont pas nécessaires."*

Nous observons donc à travers ces deux exemples, cette notion de contrainte qu'expose Mme Fournier. L'AS détaille que ces formes de contraintes influent sur la relation de confiance avec les détenus : *" Sachant de nouveau depuis le départ, il y a des choses qu'il va pouvoir nous dire qui vont être publiques, parce qu'on va devoir faire ce fameux plan d'exécution de la sanction donc il faut qu'on clarifie, c'est de nouveau une question de confiance et de transparence."*

Nous comprenons que certaines obligations professionnelles, notamment la réalisation du PES, peuvent entraver la relation de confiance comme dans les cas exposés ci-dessus.

La relation de confiance

Dans le chapitre précédent, nous avons pu constater que le travail de confiance des AS peut être mis à mal par le devoir de transparence sur les données qui figurent dans le PES vis à vis des instances publiques en particulier l'Autorité supérieure (Tribunal cantonal).

Nous convenons donc qu'il est indispensable d'être clair et transparent avec les détenus afin d'établir une relation de confiance. L'AS l'invoque : *"Pour moi c'est très important, comme on a un cadre pénal contraignant...C'est que tout ce qui se passe dans ce cadre doit être nommé, toutes les phases, tout ce qui est possible ou ne l'est pas doit être clairement énoncé."*

La création du lien de confiance entre l'intervenant et la personne est nécessaire car il sera le lien qui les aidera à avancer mutuellement dans une compréhension commune et l'adhésion à l'aide dans un cadre contraint. (Muniglia & al., 2012)

Elle atteste : *"Plus on sera clair dans l'énoncé du travail commun qu'on va faire ensemble plus le détenu va nous faire confiance. Plus on sera dans le flou pire ça sera. Parce que finalement le détenu arrive il sait pas trop à quelle sauce il va être mangé."*

Faisons référence au besoin de sécurité : les individus présentent un besoin de savoir à quoi s'attendre de leur environnement d'autant plus lorsqu'il s'agit de développer un lien de confiance. C'est d'ailleurs, ce qu'affirme Cungi (2016), la personne a besoin de savoir rapidement à qui elle a faire pour avoir une vision exacte de ce qu'elle peut en attendre. L'accès à ces informations permet de calmer la méfiance.

D'ailleurs, Mme Fournier qualifie la relation mutuelle avec les détenus ainsi : *"Je pense que pour la plupart d'entre nous, donc que ce soit nous le service social ou la plupart des détenus, on est quand même sur une relation de confiance parce que si on ne se fait pas confiance on n'avance pas."*

Mais, elle a conscience que ce n'est pas le cas pour tous les détenus : *"Je pense que certains, c'est purement une relation utilitaire, professionnelle. Parce que certains pensent aussi qu'on est une banque. Quand ils viennent au service social, ils pensent qu'ils vont toucher de l'argent. Alors on doit quand même se définir différemment qu'un service social externe."*

De plus, l'AS estime que c'est à elle en tant que professionnelle de poser la relation avec les détenus : *"La relation elle se passe de manière progressive... C'est à nous de gagner leur confiance."* Donc l'AS doit s'impliquer en premier lieu selon son discours.

Rullac & Ott (2018) soutiennent que la relation de confiance est nécessaire pour travailler ensemble et que le professionnel doit établir avec ses usagers un climat de confiance.

Elle explique également que l'avancement des démarches est un facteur favorable à la création du lien de confiance : *"Je pense que forcément pas à pas c'est des actes qui font qu'on prend confiance l'un avec l'autre. Nous on remarque qu'il nous a fait confiance parce qu'il s'est confié sur certaines choses et en même temps on lui fait confiance et on adhère à la demande."* Donc la confiance se construit ensuite au fur et à mesure de la relation et aussi sur la base d'actes communs.

"Les relations de confiance peuvent alors se définir comme des croyances raisonnables en les capacités des uns et des autres et en l'utilité de leur brassage. En somme, les interdépendances entre les professionnelles et les usagers fondées sur la croyance des capacités réciproques, créent le climat de confiance en lieu et place de bons sentiments qui ne la produisent jamais par injonction." (Rullac & Ott, 2018, p.77)

L'AS exemplifie: *"Ca arrive qu'un détenu vienne nous confier, ouais j'en peux plus je suis dans le cellulaire principal mais y a du matériel qui circule, moi j'en peux plus. Donc on demande aux collègues qui s'occupent du changement de cellules, voilà il faut le changer sinon il va récidiver, il va replonger, il va rechuter...donc si le détenu fait une telle demande on peut accéder à sa demande."*

Comme l'explique Favre (2018), lorsque le professionnel parvient à résoudre un problème perçu comme simple par la personne, ça va lui permettre de voir ses compétences et ensuite de pouvoir prendre confiance et de lui confier des éléments plus personnels.

Il est indispensable que l'intervenant soit professionnel. Il possède des compétences dont l'usager n'est pas muni. C'est pourquoi il doit se montrer crédible dans sa pratique ce qui permettra à la personne d'accueillir l'accompagnement. (Cungi, 2007)

Cependant, Mme Fournier explique que dans certaines situations il est plus difficile de gérer cette relation de confiance. En effet, le travailleur social est parfois confronté à des situations qui touchent ses valeurs profondes.

Elle affirme que dans certains cas la confiance est moins présente : *"C'est des actes d'ordres sexuels. Et ça c'est le plus difficile à gérer. D'une part parce que c'est des gens de manière générale, qui sont assez bien insérés dans la société...Donc il y a ce facteur là qui fait que de manière sociétale, ils vont être facilement ré-insérables. Mais de manière du suivi proprement parlé, c'est un suivi alors où personnellement je fais beaucoup moins confiance et je contrôle tout."*

"La relation d'aide conjugue à la fois un enjeu individuel pour le travailleur social et un enjeu social : au travers de la quête de l'un se noue une des articulations entre normes et déviances." (Boutanquoi, 2001, p.166)

Malgré l'environnement et la réalité de certains crimes, Mme Fournier se sent parfaitement en sécurité dans sa pratique professionnelle : *" De manière générale, c'est vraiment une ambiance respectueuse, polie. Un cadre vraiment positif et il n' y a pas du tout de crainte, de peur. Par contre il faut respecter les règles de sécurité. "*

Elle trouve même très positif lorsque les détenus "explorent" à l'annonce d'une mauvaise nouvelle. Elle l'explique : *"C'est des expressions pour moi, émotionnellement tout à fait normales, des sentiments qui sont là pour être exprimés...c'est mieux que ce soit ici entre quatre murs que face à un directeur et peut-être exprimer des mots qui ne sont pas très polis et qui pourraient avoir d'autres conséquences."*

Halbwachs (2014) explique d'ailleurs que les émotions occupent une place décisive dans la socialisation des personnes.

Nous réalisons que la vie quotidienne dans le monde carcéral parvient à un certain équilibre permettant aux détenus de se resocialiser au sein d'un cadre sécurisé afin de pouvoir exprimer certaines frustrations et apprendre à gérer leurs émotions.

6. 4 La prise en compte des besoins et marge d'action

Pour aborder ce chapitre, il est question de mettre en lumière les principaux besoins exprimés par les détenus et de les lier avec ceux de Maslow. Je vais donc exposer les similitudes et les différences observées.

Le besoin de liberté

Selon Maslow, le besoin de liberté répond aux besoins psychologiques. Il semble évident de nommer les besoins psychologiques de Maslow qui englobent le besoin d'être "autonome". Autrement dit d'être "libre". Cette notion de liberté implique aussi l'aspect de contrainte. Ce besoin est étroitement rattaché aux notions de responsabilités, de pouvoir et de prise de décision. (Ott, http://www.ieccc.org/IMG/pdf/Les_besoins_de_la_personne-.pdf)

La liberté se définit ainsi :

La liberté peut être caractérisée de façon simple par une formule négative : ne pas être contraint. Cette détermination négative a le mérite de mettre en avant une condition essentielle de la liberté : pour être libre, il faut disposer d'un minimum de

latitude, de capacité de choix ; rien n'est plus opposé à la liberté que la nécessité subie qui transforme le sujet en simple chose.

Toutefois, la liberté ne peut pas être définie par ce simple trait négatif : d'abord parce qu'il ne suffit pas de ne pas être contraint pour être libre, ensuite parce que la liberté recouvre des domaines distincts, psychologique, éthique, politique, que l'absence de contrainte ne permet pas de discerner.
(<https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/liberté/65769>)

Nous nous rendons compte que le besoin de liberté est alors bien plus large que le simple fait d'être libre d'un point de vue physique. Mais, Mme Fournier affirme que c'est le besoin prioritairement exprimé par les détenus: *"Alors, le besoin c'est le besoin de liberté...J'ai un passage en prison mais quand est-ce que je vais retrouver la vie libre. Je crois que c'est l'objectif premier. Alors qu'est-ce que je peux faire pour que ma vie en prison corresponde le mieux à ma vie à l'extérieur."*

Nous rappelons que l'Art. 75 du Code pénal mentionne comme droit fondamental, que l'exécution des peines privatives de liberté doit offrir des conditions de détention le plus près possible des conditions de vie ordinaires et combattre les effets nocifs de privation de liberté. Nous avons bien conscience que le besoin de liberté ne peut être satisfait intégralement puisque les détenus purgent des peines privatives de liberté.

Néanmoins, ils bénéficient d'un cadre plus souple en ayant la possibilité de travailler durant la journée et d'entretenir des contacts avec leur famille. (OFJ, 2010) Mme Fournier résume : *" Dans l'absolu, c'est la liberté. Et concrètement dans la réalité : quels sont les outils que j'ai pour pouvoir m'entretenir avec cet environnement que j'ai à l'extérieur et éviter que la détention fasse plus de mal à ma famille que de bien."*

Nous constatons que les conditions de satisfaction des besoins sont tout à fait négociables même si les besoins eux-mêmes le sont moins. En effet, il est possible d'apprendre à les identifier et d'établir ses propres conditions à leur satisfaction, ce qui favorise la consolidation de la motivation. (Ott http://www.ieccc.org/IMG/pdf/Les_besoins_de_la_personne-.pdf)

Il est juste de dire que, selon la théorie de Maslow, ce besoin psychologique n'est pas entièrement satisfait et ne permet donc pas la satisfaction des besoins supérieurs. Cependant, nous sommes amenés à constater que malgré le fait que les détenus soient privés de liberté, il ne leur est pas pour autant impossible de répondre à d'autres besoins comme celui d'estime de soi et d'appartenance que je vais aborder dans les chapitres suivants.

Le besoin d'activité

En abordant la notion de "besoin d'activités", le parallèle avec les besoins d'estime de soi et d'accomplissement de Maslow est inévitable. Poletti (2013) définit l'estime de soi à travers deux aspects complémentaires : la perception d'une compétence personnelle et la conviction intime d'avoir de la valeur en tant que personne.

Quant à la notion de travail, elle a davantage de sens lorsque l'on se réfère à la valeur centrale qu'il occupe dans notre société. Le travail prend une place importante dans la vie de tout individu et lui permet de prendre pleinement part à la vie sociale.

"Le travail est une activité humaine à part entière, une activité humaine susceptible d'avoir du sens. ... Il a le sens de la fonction que l'on remplit dans le cadre d'une organisation sociale de l'activité, une organisation qui vise la production de quelque chose." (Faes, 2011, p.27-28)

Nous comprenons d'autant plus l'aspect dominant du travail dans la détention en Suisse. Bien qu'il réponde à l'objectif premier de la réinsertion, le travail est un besoin essentiel en détention pour permettre aux détenus de structurer leur quotidien et d'avoir des repères temporels, afin d'accéder à un rythme similaire à la vie extérieure.

De plus, Mme Fournier met en avant un aspect très intéressant : *"Des fois, il y a quelque chose qui est assez symbolique. C'est le détenu qui travaille qui peut verser 100 ou 50 francs par mois à sa famille. Ce n'est pas énorme mais ça dépanne. Alors voilà, essayer de rendre le quotidien en détention le moins nocif possible pour le détenu mais surtout pour l'environnement."*

Ce qui répond parfaitement aux principes fondamentaux édictés par le Code pénal en l'occurrence celui concernant la normalisation des conditions de détention. Rappelons nous qu'il consiste à ajuster les conditions de la vie carcérale à celles du monde extérieur notamment en soumettant les détenus à certaines exigences comme celle de travailler. Tout en favorisant le quotidien en prison vers un terrain de l'amélioration du comportement social en vue d'une libération. (Art.75 al. 1 CP)

Au-delà du besoin d'estime de soi, l'activité permet aussi aux détenus de satisfaire leurs besoins physiologiques et psychologiques selon Maslow. L'AS explique : *"Une chose qui leur fait beaucoup de bien, c'est l'activité. Pour ceux qui viennent des Îles⁷ et qui n'ont pas travaillé, ils le disent très clairement : Ha qu'est-ce que ça me fait du bien de pouvoir travailler, de m'occuper la tête, de ne pas rester 23h sur 24h en cellule. Ca c'est une chose très importante."*

Nous comprenons que les besoins de mouvements, d'être en activité d'un point de vue physique, mais également psychologique, sont visiblement essentiels au bien-être des détenus. A ce besoin d'être en activité s'ajoute celui d'avoir le choix de leur poste de travail selon leurs compétences et leurs préférences. L'AS commente : *"Le monsieur que vu avez vu. Il a pu faire une demande pour aller au garage parce qu'il a des connaissances en mécanique. Dès qu'il a pu il a intégré le garage...donc ça c'est des besoins. "*

Il est nécessaire de faire ici, le parallèle avec le concept d'autodétermination des personnes. Cette théorie explique que la réalisation de soi est primordiale au bien-être individuel. (BIEN-ETRE, & DE, 2000)

"Elle soutient spécifiquement en effet que les humains ont des besoin psychologiques fondamentaux et que leur satisfaction est essentielle à leur croissance, à leur intégrité et à leur bien-être." (BIEN-ETRE, & DE, 2000, p.284)

Cette notion rejoint d'ailleurs le besoin de compétences (estime de soi) cité auparavant. En effet, la compétence renvoie à un sentiment d'efficacité sur son environnement. C'est ce qui favorise l'envie d'apprendre et de relever des défis. (BIEN-ETRE, & DE, 2000)

⁷ Etablissement de détention avant jugement (Prison de Sion)

L'un des détenus que j'ai rencontré écrit des livres. Il est intéressant d'exemplifier les propos décrits dans le paragraphe précédent à travers sa situation.

Ce détenu exprimait le fait qu'il écrivait des livres à l'extérieur. C'était l'activité principale lors de sa retraite et il voulait continuer parce que c'était important pour lui. L'AS appui : *" C'était important déjà intellectuellement et c'était une passion d'écrire... Après on a regardé avec lui qu'est-ce qu'il avait comme besoin pour écrire un livre."*

L'AS explique qu'une demande formelle a été formulée afin qu'il puisse avoir accès à son ordinateur portable, son imprimante et ses bouquins pour avoir des références pour écrire ses livres. Cependant, ce n'était pas envisageable pour l'Autorité. Car les projets d'ordinateur personnel ne sont pas possibles et cela impliquerait un dispositif trop important.

Alors une seconde demande est faite afin d'avoir accès à du matériel informatique ancien à disposition auprès du service informatique. Elle a été acceptée à condition que l'activité du détenu n'entrave pas le service et l'activité des agents de détention.

Afin que cette action ne se passe pas dans le cellulaire à la vue de tous, le détenu a été installé dans la salle de visite qui est fermée. Son matériel lui est remis en début d'activité et il y a un interphone s'il a besoin de sortir. Lorsqu'il a terminé, il remet le matériel à l'agent de détention qui le range ensuite dans un casier.

L'AS confie : *"Alors oui il est un peu moins libre dans ses réflexions, ses pensées et comment les poser sur le papier. En fait la technique est un peu différente que s'il était chez lui à la maison mais il s'est très bien acclimaté. C'est ce qu'il veut et il a été tout à fait capable de s'adapter aux exigences du système. Ça fonctionne."*

Rappelons nous la notion de contraintes dont les murs peuvent être repoussés. Tel est le cas dans cette situation. L'AS a fait preuve de réflexion et de créativité afin de répondre au besoin de ce détenu tout en respectant le cadre institutionnel.

Les besoins de liens familiaux et sociaux

Comme abordé dans le cadre théorique l'être humain a un besoin fondamental d'appartenance et d'affectivité. (Mias, 2001) C'est la raison pour laquelle nous pouvons associer ce besoin aux besoins d'appartenance selon Maslow.

Le besoin d'entretenir un lien avec son environnement est indispensable pour le bon équilibre des détenus. De plus, les rapports avec le monde extérieur sont considérés comme des éléments dominants pour favoriser la prévention de la récidive et ils sont garantis par les liens personnels : lettres, appels téléphoniques, visites. (Art. 84 CP)

Les détenus peuvent donc entretenir des liens avec leur famille et notamment avec leurs enfants : *" Il y a les visites qu'on va dire standards : les visites du week-end, l'enfant peut venir avec l'autre parent, avec les grands parents, etc. voir le papa. Ça ça se fait dans les locaux de visites où il y a peut-être en même temps trois ou quatre détenus qui reçoivent de la visite. Il y a un local qui est ouvert, accessible à tous."*

Mais bien que les relations familiales soient privilégiées, elles restent contraintes par la réalité de la détention et par le souci de protection de la collectivité.

L'AS l'illustre : *" Quelque chose aussi qui est pas mal demandé pour les personnes étrangères : Est-ce qu'on pourrait avoir sur Skype un contact physique avec la famille ? Surtout pour les personnes qui ont des enfants petits. Alors ça pour l'instant c'est non. On a demandé plusieurs fois, on n'arrive pas à organiser ça. Alors c'est vrai que c'est quelque chose qui est décevant. Surtout pour le père qui a des enfants petits, parce qu'il dit je sais qu'il est au téléphone, je sais qu'il m'entend, il me dit deux mots après il lâche le téléphone. Le téléphone c'est quand même quelque chose de compliqué pour un enfant jeune, j'entends la voix mais je ne vois personne..."*

L'AS nous détaille les raisons de l'interdiction à l'accès sur Skype : *"Donc c'est vrai que ça, c'est un besoin qui vient assez souvent. Et auquel en tout cas aujourd'hui on n'a pas pu répondre parce que notre souci c'est qu'il n'y a pas de contacts internet accordés aux détenus parce qu'il y a des détenus qui ont l'interdiction de consulter des sites pédo, porno, violent, etc. Donc aujourd'hui on ne peut pas autoriser aux uns et pas aux autres."*

Cependant, Mme Fournier démontre qu'avec un peu de créativité il est généralement possible de moduler pour répondre à ce besoin de liens avec l'entourage : *"Skype on n'arrive pas par contre il y a le téléphone. Soit la personne peut venir téléphoner ici. Si c'est un téléphone qui doit se passer durant la journée (on va dire globalement durant les heures de bureau). Ça peut arriver pour quelqu'un qui est en décalage horaire avec la famille : je peux pas appeler depuis le cellulaire parce que quand moi je finis le boulot eux, ils dorment, est-ce que je peux venir appeler ici ? On s'organise."*

Nous découvrons qu'indépendamment des détenus, le réseau familial est reconnu dans cette détention et que les besoins des détenus et de leur famille sont pris en compte. Particulièrement ceux des enfants. L'AS certifie : *"Après pour ce qui est visite des enfants, on regarde les besoins de l'enfant. Donc là, on collabore avec le parent ou la famille d'accueil où est l'enfant."*

Exemplifions cette priorité donnée aux enfants à l'aide des propos de Mme Fournier : *"On a le cas d'un papa qui a été père au foyer qui dit pour mes enfants c'est difficile, je passe d'une présence quasiment continue à une présence zéro. Est-ce qu'on peut imaginer qu'ils viennent en visite le week-end et que je fasse les devoirs avec eux le mercredi après-midi? Ça c'est possible, alors on s'organise pour qu'il puisse avoir accès au local des visites, bien sûr en collaboration avec la maman."*

Et de se dire la maman amène les enfants elle les dépose. Le papa va les récupérer à la barrière et après ensemble ils passent un temps de travaux ou de jeux ou de pique nique, manger quelques biscuits... moment ensemble qui n'est pas comparable aux moments qu'ils passaient à l'extérieur en famille mais qui est un petit morceau qu'ils peuvent obtenir..."

"...Et ça ce n'est pas seulement répondre aux besoins du père mais c'est aussi répondre aux besoins des enfants. Il faut qu'on s'assure que ça soit l'envie des enfants parce que parfois ce n'est pas le cas. Donc là, on accepte que l'enfant ne veuille pas venir en visite, le père doit l'entendre."

En somme, il est donc tout fait possible de mettre en place des alternatives afin de répondre aux besoins et plus spécifiquement à des situations plus particulières.

L'AS met en lumière : *"Après il y a des demandes particulières. Un papa qui a été transféré ici parce qu'il a sa famille en Valais. Parce que un de ses enfants était malade, on s'adapte en fonction. Au début il n'avait pas droit à des congés alors on a fait des escortes pour qu'il puisse aller voir son enfant qui était hospitalisé. C'était en tout cas deux fois par mois et après on a aménagé les congés. Les congés en règle générale c'est le week-end alors là dans son cas on a coupé le congé, non par exigence mais par envie par souhait pour être plus présent auprès de son enfant. Et il prenait son congé dans la semaine comme ça quand son fils était hospitalisé il prenait le congé, il pouvait aller voir son fils."*

C'est donc le détenu qui a eu ce désir là et il a dû le motiver auprès de l'Autorité en expliquant pourquoi il souhaitait fractionner ses congés et pourquoi en semaine. L'AS ajoute : *"L'autorité a tout à fait entendu ce besoin et c'était le cas."*

Invoquons alors l'importance du travail en réseau dans ce genre de situation. Dans le cas présent, il s'agira pour les AS de collaborer avec le médecin traitant de l'enfant afin de présenter un projet de congé sérieux à l'Autorité. En effet, le congé doit généralement être demandé un mois à l'avance. Il est donc important de pouvoir planifier, même si ce genre de demandes spécifiques peut se faire deux semaines à l'avance seulement.

Il est vrai que certaines contraintes institutionnelles demandent de la réflexion et de la créativité. Mais Mme Fournier affirme que, lorsque la demande est réaliste et réalisable, il est possible d'aménager les conditions nécessaires. Bien qu'il faille de la persévérance et de la créativité : *"Il faut faire preuve de stratégies...donc des fois il faut recommencer trois fois la demande, il faut imaginer une autre technique."*

Toutefois, Mme Fournier a conscience des limites que cette organisation au cas par cas impose bien qu'il soit possible de répondre à ce type de demande de manière générale : *"Alors tous les jours ce ne sera pas possible. On a 53 détenus donc si on a 53 demandes on n'y arrive pas. Mais voilà c'est leur accorder...en tout cas aller un bout sur un semblant de vie qui correspondait à l'extérieur...Mais en règle générale ça se passe bien et on arrive à répondre à ces démarches."*

En bref en ce qui concerne les besoins principaux exprimés par les détenus, il s'agit du besoin de liberté, d'activités et de liens familiaux et sociaux. En l'occurrence, BIEN-ETRE, & DE, (2000) soutiennent que les individus tendent naturellement à satisfaire prioritairement leurs besoins fondamentaux, spécifiquement ceux : d'autonomie, de compétences et de relation à autrui qui correspondent parfaitement aux trois catégories de besoins selon Maslow : besoin psychologiques, besoin d'estime de soi/d'accomplissement, besoin d'appartenance dépeints dans cette analyse.

Nous pouvons constater que les assistantes sociales, parviennent généralement dans la mesure du possible, à satisfaire les besoins des détenus et à répondre à leur demande. Nous réalisons qu'avec de la persévérance et de la créativité il est tout à fait possible de favoriser certains de leurs besoins tout en respectant le cadre institutionnel et la sécurité de tous.

6.5 Les détenus et leur perception de la peine

Comme susmentionné, je me suis entretenue avec deux détenus. Le premier était un jeune homme âgé d'une vingtaine d'années alors que le second avait atteint l'âge de la retraite. Cet aspect implique des parcours et des conditions de détention différents et certainement des regards différenciés sur la vie carcérale et ce qu'elle implique.

Le ressenti face à la peine

Les deux détenus ont un ressenti plutôt positif face à leur peine. Ils expliquent bien la vivre et assumer les conséquences de leurs actes. L'un d'eux affirme : *"Moi je le vis bien. C'est voilà quoi, j'ai fait ces conneries j'assume."* Quant au second, il confie : *"Je suis calme avec moi-même je sais que j'ai fauté et que j'ai participé à des actions illégales donc j'accepte mon truc."*

Avant d'intégrer l'établissement, les deux détenus sont d'abord passés par la prison des Îles à Sion où ils étaient en détention avant-jugement. A partir de là, leurs conditions d'entrée à Crêtelongue diffèrent un peu. En effet, le premier détenu explique : *"Je savais déjà ce qui allait se passer quoi. C'est mon avocate qui m'a tout expliqué."*

Nous pouvons constater que la première personne a été informée et préparée à son entrée à Crêtelongue. Or, ce n'est pas le cas du second détenu que j'ai rencontré. Il raconte : *"Je dois dire qu'on m'a rien préparé. On m'a condamné en 2009 et on m'a incarcéré ici en 2017. Donc j'ai mis 8 ans, j'ai eu une épée Damoclès sur la tête. Je n'ai eu aucune information on m'a convoqué ici, c'était fini."*

Il est clair que pour ce détenu, il a été difficile de n'avoir aucune information concernant ce qui l'attendait. Rappelons que le besoin fondamental de sécurité inclut la nécessité pour les individus de savoir à quoi s'attendre. L'insatisfaction de ce besoin peut affecter les phases de changements et de situations inconnues. Ce qui pourrait expliquer que le second détenu ait très mal vécu les conditions précédant son incarcération. (Mias, 2001)

"Nous avons tous besoin de savoir à quoi nous en tenir sur le monde qui nous entoure." (Boutanquoi, M. 2001, p.158.)

Le regard sur la vie en détention

Au sein de la prison, les détenus sont contraints au travail. Et comme expliqué précédemment par Mme Fournier, le travail est un aspect très important dans leurs conditions de détention.

Le plus jeune travaille à l'atelier mécanique et il est conscient du bénéfice de pouvoir travailler quotidiennement. Il a d'ailleurs pu faire une demande, qui a été acceptée, pour intégrer cet atelier : *"Je suis à la mécanique c'est le top."*

Le travail leur permet d'avoir un rythme et d'être à l'extérieur, chose dont les détenus ont bien conscience : *"Il faut dire qu'on est dans une situation où il n'y a aucune enceinte, il y n'a aucun barbelé. Il n'y a rien on est plus ou moins libre, on travaille à l'extérieur...C'est nécessaire, c'est ce qui crée un peu les individus dans l'activité sans avoir de ressentis, sans*

rester dans une cellule." L'opportunité de pouvoir travailler est un bénéfice incontestable pour la stabilité psychique des détenus ainsi que leur réinsertion. Le jeune détenu confirme : *" C'est pas assez cinq jours seulement...Je me vois mal enfermé vingt-trois heures sur vingt-quatre dans une chambre"*.

Cependant, l'un d'eux estime qu'il manque d'activités au sein de la prison : *"Alors il n'y a pas beaucoup d'ateliers. Il n'y a qu'une sortie le samedi et le dimanche avec un terrain de football à l'extérieur. Donc comme activité ça s'arrête là. Il y a une salle de fitness qui est très petite mais qui est là quand même."* Il ressort donc un besoin d'activités en lien avec les loisirs et la nécessité de mouvement et pas seulement le travail.

L'accompagnement par l'AS

Remémorons nous que les détenus sont tenus de rencontrer les AS au moins dans le cadre de la rédaction du plan d'exécution de la sanction. Néanmoins, durant leur détention, ils n'ont pas l'obligation d'être suivis par le service social de l'établissement.

Un détenu décrit : *"Ca vient d'office après trois ou quatre semaines d'incarcération... Il y a des formulaires pour ce faire on demande à visiter l'assistante sociale."* En effet, les détenus peuvent formuler une demande lorsqu'ils souhaitent voir les AS ou reçoivent une convocation lorsque celles-ci doivent les rencontrer.

La seconde personne met également en avant l'aspect de clarification des phases de détention abordées précédemment par l'AS : *"Dès la rentrée on a l'AS qui nous explique les congés. C'est un moment d'attente d'abord. On fait soit les deux tiers de la peine..."* Certainement y a-t-il un lien entre le ressenti positif face à la peine et les informations données par l'AS sur les étapes de son déroulement.

De plus, les deux condamnés mettent en avant le soutien administratif apporté par les AS lorsque je les questionne sur les sujets abordés dans le cadre de leur accompagnement social. Le premier explique : *" Elles sont là, elles nous soutiennent quoi. Pour tout ce qui est paperasse, tout ce que, ben moi j'ai été chez le dentiste elle m'a aidé. Je dois me faire opérer de la cheville, c'est elle qui m'a aidé aussi. C'est utile."* Le second certifie : *"Je dois dire qu'au niveau relation extérieur ou niveau des impôts, des assurances, toutes les relations extérieures, elles jouent un rôle essentiel."*

Le plus jeune examine aussi avec les AS sa situation familiale et les projets d'avenir : *"On discute pour la suite. Parce qu'on va sortir d'ici. Ouais moi maintenant je sors d'ici je n'ai rien. Elle pourra m'aider pour faire les démarches pour un appartement. Déjà elle m'aide pour les enfants."*

Le second, lui met en avant le rôle des AS ainsi : *"C'est essentiel. c'est le seul lien...lien social qu'ils ont avec l'extérieur parce qu'il faut bien penser soit la famille où si on va plus loin les étrangers qui n'ont pas de famille ou que la famille sont dans d'autres cantons...le seul lien social qu'ils peuvent avoir, c'est avec l'assistante sociale."* Donc les AS ont un rôle de personne ressource, de référence, ce qui est typique de la profession.

La relation d'aide

A côté du soutien sur le plan social les AS apportent aussi un soutien psychologique non négligeable aux détenus. Comme l'explique un détenu : *" On parle... pour moi c'est un bien fait dans le cadre de mon incarcération...moral aussi. Ca c'est évident. Elle a beaucoup d'empathie. Elle cherche à savoir exactement le fond des choses. Elle peut paraître curieuse mais en réalité c'est pour le bien des détenus."*

Le second détenu confie : *"Ca m'apporte beaucoup, c'est un soulagement pour moi."*

Pour instaurer un climat de confiance, il est important que le professionnel soit empathique à l'égard de la personne. (Vasseur & Cabié, 2005)

L'accompagnement des AS est un bienfait considérable pour ces deux détenus. Chacun décrit une très bonne relation avec les professionnelles. Le jeune détenu définit une relation de confiance et basée sur le non jugement. Il soutient : *"C'est une superbe relation qu'on a. C'est une personne digne de confiance très clairement. Avec elle je suis ouvert quoi, je suis vraiment ouvert. "*

Les deux détenus mettent aussi en avant un aspect de non jugement très important pour eux : *"Il n'y a pas de jugement ici."*

"Ben je dois que j'ai de la chance, c'est à dire qu'ici les gardiens et les assistantes sociales sont là pour nous aider. Il n'y a aucun ressenti, aucune brimade au contraire."

La confiance basée sur le non jugement et l'empathie font d'ailleurs partie intégrante de la relation d'aide telle que la définit Rogers (2019). Cette notion reste un fondement de la relation d'aide malgré le cadre contraint.

L'un d'eux avance : *" Je me sens considéré comme quelqu'un de normal dans la vie sociale. De ce côté je me sens bien épaulé je dois dire... Au départ ça peut être curieux les questions qu'elle pose puis moi je l'ai bien pris parce qu'il y a rien a caché. On est ici donc il y a rien à cacher."*

De plus, il précise qu'elle fait les choses concrètement et c'est important pour la confiance. Il dépeint un réel intérêt de l'AS, ce qui lui permet de se sentir comme une personne lambda dans la vie sociale : *"Parce qu'elle s'intéresse à la personne. "*

Boutanquoi (2001) démontre que les fondements de la relation d'aide consistent dans un premier temps à connaître l'individu et le recevoir dans son individualité afin de comprendre son parcours.

Nous pouvons constater que les propos des détenus rejoignent ceux de l'AS. Ce qui exprime une collaboration en toute transparence.

6. 6 La satisfaction des besoins selon Maslow

Les principaux besoins représentés selon la pyramide de Maslow sont les besoins psychologiques, les besoins d'estime de soi et d'accomplissement et le besoin d'appartenance. Les conditions pénales d'aujourd'hui prévoient toutes les mesures nécessaires au maintien des

besoins physiologiques des détenus. Il est intéressant de constater que les détenus expriment différents besoins correspondant à tous les besoins supérieurs de la pyramide.

D'ailleurs les détenus s'estiment chanceux et satisfaits dans leurs besoins. Le détenu ayant pu obtenir un ordinateur pour écrire son livre le confirme : *"Sans elle, j'aurai pas eu droit à l'ordinateur, j'aurai pas eu le droit pour écrire."*

Ils se sentent tout à fait libres d'exprimer leurs besoins auprès des AS. D'ailleurs, le jeune détenu affirme que son accompagnement est parfait et il souligne l'investissement fourni : *"Je vous l'ai dit elle s'investi. C'est énorme ce qu'elle fait."*

La relation de confiance établie avec les assistantes sociales permet aux détenus de leur exprimer certains besoins. L'un d'eux illustre : *"je vais vous dire, parce que normalement j'ai un tribunal en février... Vous savez qu'ici les natels c'est interdit. Et moi je me suis fait chopper avec un natel et je demande à l'AS par rapport aux gardiens de pouvoir voir dans mon natel les messages que j'ai reçus. J'aurais demandé à un gardien, il m'aurait envoyé bouler direct, c'est non hors de question. Et l'AS elle fait tout le possible pour ça."*

Nous constatons qu'il peut y avoir plus de craintes par rapport aux agents de détention et que les AS paraissent plus compréhensives aux yeux des détenus. Peut-être est-ce en raison du lien de confiance plus présent créé avec les AS et qu'elles ont d'emblée moins un rôle de contrôle et coercition.

En ce qui concerne la prise en compte des besoins nous pouvons observer que le détenu à la retraite se voit adapté son planning en conséquence : *" Le matin je travail à la menuiserie et l'après midi je suis dans la salle de visite avec un ordinateur pour écrire des livres."*

Nous constatons que cette personne retraitée a des conditions de détentions similaires à sa vie à l'extérieur puisque l'écriture était la principale activité durant sa retraite.

Pour conclure, nous constatons que les besoins ont une base de définition commune mais ils sont finalement extrêmement propres à chacun ce qui implique que les besoins des uns ne seront pas les besoins des autres.

Les assistantes sociales parviennent à dégager certaines marges de manoeuvre afin de répondre aux demandes de chacun et d'ajuster les conditions de détention au plus près de celles du monde extérieur. Nous réalisons que malgré ce contexte institutionnel strict, il y a tout de même une marge d'action qui permet de favoriser les besoins des détenus.

Mais finalement, se pose la question de savoir si la prise en compte des besoins des uns et leur mise en place ne créerait pas une certaine forme d'inégalité avec les autres.

En effet, le risque d'une prise en charge individuelle et différenciée dans le cadre carcéral est qu'elle ne crée des inégalités et se confronte ainsi à une autre notion-clé de la gestion des détenus : la nécessité d'un traitement juste, clair et égalitaire, donnant les mêmes options à tous. Tant au sein de l'établissement, qu'au sein de la société plus largement.

7. VERIFICATIONS DES HYPOTHESES

1. Au sein d'un établissement pénitentiaire tel que Crêtelongue les détenus mais les assistantes sociales également, sont soumis à une relation d'aide contrainte.

Suite à l'enquête menée, nous pouvons affirmer que les détenus et les assistantes sociales sont tous soumis à une relation d'aide contrainte. Cette contrainte est définie par la loi. En effet, le personnel ainsi que ses détenus sont soumis au Code pénal et ne possèdent pas de marge d'action en ce qui concerne ces bases légales.

Au-delà du contexte institutionnel contraignant, une forme de contrainte peut concerner le fait que ni les AS ni les détenus choisissent de travailler ensemble, puisque les dossiers sont confiés aux intervenantes au fur et à mesure des arrivées et des départs dans l'établissement.

Une première rencontre se fait automatique par le biais de la réalisation du plan d'exécution de la sanction qui demande à ce que les professionnelles rencontrent les détenus à certaines étapes. Bien qu'ils soient contraints à collaborer pour le PES, les détenus n'ont pas l'obligation d'entreprendre un suivi régulier avec les assistantes sociales. Toutefois, la plupart des détenus continuent à solliciter le soutien des AS durant leur incarcération.

Dans le cadre de nos entretiens, cette hypothèse est vérifiée puisque Mme Fournier confirme évoluer dans une relation d'aide contrainte. Les détenus sont eux-mêmes contraints à exécuter une peine privative de liberté et à répondre aux exigences du système judiciaire. Autant que les AS qui ont elles-mêmes un mandat à remplir et un règlement institutionnel à respecter, tous régis par le code pénal.

2. La création du lien de confiance mutuelle est nécessaire pour la relation entre les AS et les détenus malgré leur délit et les contraintes organisationnelles.

Mes recherches me permettent d'avancer que le lien de confiance est essentiel pour la relation d'aide. Des entretiens, il est ressorti que la confiance est un facteur non négligeable dans l'évolution de l'accompagnement et dans l'acceptation de l'aide dans un cadre contraint.

Malgré que cette notion soit prédominante dans la pratique sociale, elle est d'autant plus importante pour les détenus. Dans le cadre de son mandat, les AS doivent remplir le PES avec les détenus. Comme expliqué, ce plan parcourt les aspects les plus intimes de leurs antécédents judiciaires mais aussi de leur vie sociale, professionnelle, familiale et relationnelle.

C'est pourquoi, la confiance est un facteur nécessaire à la réalisation de ce plan et pour la relation. Les AS sont tenues de se montrer claires sur le contenu et les éléments qui y figureront afin que les détenus se sentent libres de partager ce dont ils ont besoin et de maintenir la relation de confiance.

C'est au professionnel de poser la relation avec la personne qu'il accompagne. Bien que la confiance, l'écoute et l'empathie permettent aux détenus de se sentir considérés et non-jugés, il ne faut pas perdre de vue la sécurité de la société. C'est pourquoi, il n'est pas exacte d'avancer que l'aide apportée et la prise en charge est la même pour tous délits confondus.

Cette hypothèse est partiellement vérifiée car les assistantes sociales disent devoir être plus attentives face à certains profils. Pour les détenus condamnés pour des actes d'ordres sexuels, l'accent ne sera pas mis sur leur réinsertion socio-professionnelle car la priorité dans ce type de situations reste la protection de la société. C'est pourquoi, ces prises en charge demandent une attention plus particulière et un contrôle permanent.

De plus, la confiance accordée aux détenus selon leurs délits peut varier d'un professionnel à un autre selon ses valeurs et sa sensibilité. Même si l'écoute et l'aide apportée aux détenus est la même pour tous. Il ne s'agit pas de confiance mutuelle dans tous les cas ce qui n'empêche pas pour autant d'avancer dans la bienveillance et le respect.

3. Face aux contraintes de l'organisation, les assistantes sociales ont une marge de manoeuvre restreinte pour répondre aux besoins des détenus.

Certes les intervenantes évoluent dans un milieu extrêmement exigeant mais au sein duquel il est toujours possible d'élargir les possibilités d'action. Suite à cette enquête, nous pouvons envisager que les limites de la contrainte se modulent de façon à atteindre au plus près l'objectif souhaité, à condition qu'il soit réaliste et réalisable.

Bien que les assistantes sociales de Crêtelongue s'occupent prioritairement de remplir de le PES et d'accompagner les détenus dans les démarches juridiques, sociales et professionnelles, elles participent aussi à leur rééducation en les accompagnant à travers une meilleure compréhension des normes sociétales.

Les valeurs d'écoute, d'empathie et de non jugements soutenues par le travail social et par les AS de Crêtelongue favorisent la relation de confiance avec les détenus ce qui leur permet plus facilement d'exprimer leurs besoins. Suite à cette recherche, je constate qu'avec de la réflexion et de la créativité il est tout a fait possible pour elles de répondre aux demandes de certains condamnés tout en respectant le règlement.

L'hypothèse selon laquelle les AS ont une marge d'action restreinte pour répondre aux besoins des détenus est donc vérifiée et nous constatons que malgré le cadre institutionnel régit par le Code pénal, il est généralement possible pour les AS de répondre aux besoins psychologiques, d'accomplissement et d'appartenance des détenus.

A travers les exemples mis en avant précédemment, nous avons pu découvrir que dans certains cas les murs de la contrainte peuvent être repoussés et que le travail interdisciplinaire est un facteur indispensable dans la pratique des assistantes sociales de Crêtelongue.

4. Les détenus ne perçoivent pas les apports de l'accompagnement des assistantes sociales parce qu'ils sont dans un cadre contraint qui limite la prise en compte de leurs besoins

Au contraire, dans nos deux entretiens nous avons pu constater que les détenus sont conscients des apports de l'accompagnement des AS. Ils ont en besoin et sont libres de les solliciter quand ils le souhaitent. Malgré qu'ils soient contraints de rencontrer les professionnelles pour le PES, le suivi social n'est pas une obligation. Mais en général, ils continuent de solliciter l'accompagnement des assistantes sociales afin d'être soutenus dans les

démarches judiciaires, administratives, sociales, familles, etc. Peut-être ce, ce qui diminue la résistance des détenus à l'égard de l'aide car elle est perçue comme un choix.

De plus, les détenus perçoivent un réel soutien moral à travers l'écoute, l'empathie et le non-jugement mis en avant par les AS. Le rôle et les compétences des assistantes sociales leur permettent de faire face à la frustration et de travailler sur le ressenti de la peine afin d'évoluer dans ce cadre contraignant et de les amener à percevoir les bénéfices d'un soutien social. J'ai conscience que cela ne s'applique pas à tous les détenus et que cette hypothèse peut s'avérer vraie pour certains d'entre eux qui ne souhaitent pas rencontrer les intervenantes.

Cette hypothèse est donc partiellement vérifiée car l'échantillon sélectionné est trop peu représentatif de la réalité de tous les détenus et de tous les pénitenciers de notre pays. Cependant, à Crêtelongue, la présence du service social est un réel apport dans les conditions de détentions et de réinsertion des détenus. Nous avons pu constater que, d'après les dires de l'AS, peu d'entre eux refusent de la solliciter durant leur incarcération.

5. Selon le type de détention des détenus (courte, semi-détention, etc.), leur perception de l'accompagnement proposé par l'AS peut différer.

Il reste difficile de répondre fermement à cette hypothèse en raison de l'échantillon réduit. Mais à travers cette étude et notamment les échanges avec les détenus, nous pouvons voir que selon le type et la durée de détention la conception et la compréhension de l'accompagnement proposé par l'AS peut différer.

Les détenus ont mis en avant un soutien administratif, social et moral non négligeable de la part des assistantes sociales. Après plusieurs années d'incarcération il peut arriver que les personnes n'aient plus rien à l'extérieur.

Bien que le milieu carcéral vise la réinsertion et mette tout en oeuvre pour la favoriser, le passage en détention reste une période de désintégration sociale. Il paraît logique que selon la durée de la détention les répercussions sur les plans émotionnel et social ne seront pas les mêmes et qu'en conséquence les besoins diffèrent, ainsi que la perception de l'aide à disposition. Cette hypothèse reste invérifiée, au vu de l'échantillon qui n'est pas représentatif de la réalité de tous les détenus.

8. CONCLUSION

Nous arrivons au terme de cette étude. Pour conclure, je vais mettre en avant ce que nous avons exploré à travers la conception d'un cadre théorique et d'une enquête pratique sur le terrain. Pour ce faire, nous allons tenter de décrire les obstacles rencontrés durant la rédaction de ce travail ainsi que les facteurs aidants à sa réalisation.

8.1 La réalisation du travail

Mon choix s'est tourné vers le milieu carcéral car c'est un domaine qui me questionnait beaucoup. J'avais besoin de comprendre les enjeux et les pratiques qui se cachent derrière les murs de ces prisons qui restent un mystère pour le monde extérieur. Je voulais avoir une vision plus nette du travail d'un assistant social au sein d'un établissement pénitentiaire. De plus, en tant que travailleuse sociale, il m'était primordial de questionner la place de la relation et de l'humain au sein d'un milieu si contraignant.

J'ai souhaité étudier ce sujet car en tant que jeune professionnelle ce sont des questions qui me semblent essentielles aujourd'hui avec l'évolution du système pénal. Comme dit, il ne s'agit plus de simplement punir et sanctionner. L'enjeu principal reste celui de protéger la société mais il implique désormais de réintégrer l'individu à celle-ci.

Il est donc important de favoriser cette réinsertion et de laisser davantage de place à l'humain afin de lui ré-ouvrir les portes du monde extérieur en tant qu'individu à part entière malgré les délits commis. Cela s'exprime d'ailleurs à travers tous les principes et toutes les mesures mis en place par le code pénal afin de préserver les intérêts des détenus tout en protégeant la collectivité.

Suite à ce travail, j'ai une meilleure représentation de notre système pénal et particulièrement celui qui s'applique au canton du Valais. J'ai désormais une vision beaucoup plus nette de la prise en charge et des conditions quotidiennes de détentions. Les riches échanges dont j'ai bénéficié lors de l'enquête de terrain m'ont permis d'approfondir les connaissances acquises par le cadre théorique et de les questionner.

Tout au long de mon travail j'ai eu conscience que l'échantillon sélectionné est loin d'être représentatif de la réalité globale des établissements pénitentiaires de notre pays. Les pratiques, institutionnelles ainsi que les bases légales peuvent différer selon les cantons. Et il est évident que tous les détenus ne peuvent pas être entièrement satisfaits dans chacun de leurs besoins. De plus, je réalise que j'ai eu la chance de côtoyer des détenus particulièrement satisfaits de leurs conditions de détention et favorable à la prise en charge sociale. Il est clair que ce n'est pas représentatif des cinquante trois détenus présents au sein de l'établissement.

Cela s'applique également pour l'assistante sociale, il va de soi que les conditions de travail et les pratiques observées à Crêtelongue ne s'appliquent pas à tous les pénitenciers suisses et varient considérablement selon le type d'établissements.

Mais il est question d'aborder la pratique concrète du travailleur social dans un milieu dans lequel l'humain et la relation d'aide telle que nous la pratiquons n'ont pas toujours eu une place. Au-delà de cette mission, en tant qu'aidants, nous sommes constamment confrontés à

répondre à des exigences institutionnelles qui compliquent parfois l'accès aux réels besoins de nos clients.

De plus, le milieu carcéral n'est pas le sujet le plus évident à aborder car il existe une matière théorique importante quant à ce champ d'activité. Il a été compliqué de me plonger au coeur de ce domaine extrêmement ancien et nouveau à la fois. Le système pénal est lui aussi très dense et complexe.

Cependant, l'accessibilité à l'information m'a permis d'élargir mes recherches et d'établir un cadre théorique nourri et solide. Les échanges avec l'AS m'ont amené à faire des liens concrets entre le fonctionnement pénal et les situations des détenus, ce qui a fortement contribué à une meilleure compréhension des pratiques et de la réalité de ce milieu délicat.

A l'inverse, le peu d'informations sur la notion de besoin a été un obstacle de taille dans la réalisation de mon étude. Je me suis appuyée sur la pyramide de Maslow afin d'avoir une base me permettant ensuite de classer les différents besoins exprimés par les détenus. Néanmoins, j'ai conscience des limites de sa théorie et je comprends combien la notion de besoin est subjective et étendue.

C'est lors de la description de sa pratique et de sa réalité quotidienne que l'AS m'a aidé à élargir ma représentation de cette notion des besoins fondamentaux et de réaliser qu'ils se caractérisaient sous de multiples formes.

Ce qui nous amène à la difficulté rencontrée face aux détenus. Il a été compliqué pour eux de mettre des mots concrets sur leurs besoins. Il était parfois difficile pour moi d'interpréter leurs propos et de les engager dans un dialogue approfondi. J'en viens alors à interroger la structure donnée à mes entretiens qui n'étaient pas suffisamment ciblée et j'aurai dû prévoir le fait que le public à qui ils s'adressaient aurait peut-être parfois besoin d'être guidé pour pouvoir développer des réponses plus complètes sur un sujet autant introspectif.

Malgré cela, la masse importante d'informations dont m'a fait part l'AS m'a permis de mettre en lumière son rôle et les principaux besoins des détenus. L'objectif principal de ma recherche étant orienté sur la pratique des assistantes sociales, j'ai eu la chance d'échanger longuement avec Mme Fournier est de questionner avec elle l'essence même du travail social, du monde pénal et de leurs enjeux.

Enfin, le suivi et le soutien de ma directrice TB ont été des facteurs d'aide importants. Elle m'a rendue attentive à toujours maintenir le fil rouge entre les différents concepts imbriqués et la qualité nécessaire à la bonne évolution de mon travail.

8.2 Les découvertes

Ce travail m'a permis de découvrir un nouvel aspect du métier d'assistant social. J'ai pu aborder un domaine dans lequel je me projette volontiers pour mon futur professionnel. J'ai établi ma réflexion d'un point de vue pratique en terme de mandat, de cahier des charges et de compétences. J'ai également questionnée cette pratique d'un point de vue éthique/déontologique et humain. Ces deux aspects qui sont selon moi, indispensables pour une intervention adéquate en tant que professionnelle du travail social.

Désormais, j'ai une vision concrète des tâches auxquelles, l'assistant social peut être exposé quand il exerce dans ce champ d'activité. Toujours très intriguée par ce monde très fermé, j'ai apprécié découvrir un milieu dans lequel les deux assistantes sociales ont une réelle place et une certaine marge d'action. En effet, à ma grande surprise, leurs possibilités d'action pour répondre au plus près des besoins des détenus ne sont pas autant restreintes que je l'avais imaginé.

Il est motivant de constater qu'il est possible de travailler la contrainte et de réaliser des actions qui représentent beaucoup pour ces condamnés malgré un contexte institutionnel tel que celui-ci. Et que la persévérance ainsi que la créativité permettent de repousser partiellement les murs de la contrainte pour donner un semblant de vie "normale" aux personnes incarcérées.

Cependant, la découverte la plus marquante pour moi est celle du dispositif mis en place avec le réseau pour permettre aux détenus d'entretenir des liens familiaux et sociaux. Il est encourageant de voir que tout est pensé pour favoriser leur parentalité et préserver les besoins de leurs enfants. Je ne pensais pas qu'il était possible d'agencer les lieux et les conditions de détention pour accueillir les enfants au sein de la prison, dans un cadre le plus bienveillant et chaleureux possible. Je réalise que même si, Crêtelongue est un établissement semi-ouvert de basse sécurité, la prison reste loin des représentations que l'on pourrait s'en faire.

Toutefois, la prise en compte des besoins des uns et leur mise en place peut créer en même temps une certaine forme d'inégalité avec les autres. En effet, le risque d'une prise en charge individuelle et différenciée est qu'elle soit inégale par rapport à une intervention sociale dans d'autres champs d'activités que le milieu carcéral.

Le travail social évolue à travers une approche favorisant la prise en charge individualisée. Il est vrai que c'est une perspective fondamentale pour répondre au plus près des besoins de chacun. Mais une telle pratique crée-elle peut-être un décalage plus marqué par son contexte clos et régit par un cadre légal contraignant.

8.3 Le bilan personnel

La rédaction d'un tel écrit a été un exercice intense et extrêmement intéressant. J'ai apprécié d'avoir le choix du thème et de l'orientation de mes réflexions pour la réalisation de cette étude. Le processus de réalisation est long et fourni ce qui demande une certaine rigueur. Ce travail symbolise l'aboutissement de ma formation, c'est pourquoi je souhaitais aborder un sujet qui me questionnait et me touchait professionnellement mais aussi personnellement.

J'ai pu constater que l'évolution du système pénal prenait l'individu en tant que tel et veillait à préserver ses intérêts malgré la détention. Il m'est agréable de voir que notre société laisse toujours plus de place à l'individu, à l'humain.

Il a été très formateur de pouvoir échanger avec Mme Fournier sur sa pratique et son identité professionnelle. Ce travail m'a poussée dans le questionnement, la réflexion, l'approfondissement et l'analyse de concepts et de pratiques denses. Cette étude m'a permis de réaliser que la créativité et la patience sont des outils indispensables pour travailler dans un cadre contraint tout en le respectant.

Je pense que la présence de travailleurs sociaux en prison est essentielle, pour répondre à la mission de resocialisation des détenus, visée par le Code pénal. Il est important de pouvoir

voir chaque personne dans sa singularité au delà du délit qu'elle ait pu commettre. Il est indispensable de renforcer toujours plus cet aspect de réinsertion afin de permettre à la personne de se réintégrer à notre société.

Cependant, je ne comprends pas pourquoi un tel mystère se maintient autour de la prison. Le monde extérieur ne connaît pas la prison telle qu'elle est réellement derrière ses murs. Pourtant, les détenus sont des personnes qui étaient avec nous dans la société et qui le seront à nouveau. Alors pourquoi autant d'opacité autour de la prison et de ce qui s'y vit ?

Aujourd'hui, je proposerai que le monde carcéral ouvre davantage ses portes afin de permettre à chacun d'avoir conscience de la réalité qui se cache derrière ses murs. Avancer avec l'environnement extérieur afin de permettre d'atténuer les jugements et les réticences du monde extérieur sur les agissements délictueux qui nuisent à la resocialisation des détenus dans notre société.

J'ai pu constater que l'évolution du système pénal prenait l'individu en tant que tel et veillait à préserver ses intérêts malgré la détention. Désormais, continuons à laisser toujours plus de place à l'individu, à l'humain.

9. REFERENCEMENT

9.1 Bibliographie

Assemblée Fédérale de la Confédération Suisse (2018). *Code pénal Suisse*.

Social, A. (2010). Code de déontologie du travail social en Suisse: Un argumentaire pour la pratique des professionnelles-s.

Balma, L. (2016). *L'assistant(e) social(e) et la réinsertion en milieu carcéral*, Travail de Bachelor. Sierre : Haute Ecole de Travail Social, HES-SO//Valais.

Beaud, S. (1996). L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'«entretien ethnographique». *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 9(35), 226-257

Bellenchombre, P. (2006). Le travail, la peine et la prison. Approche socio-historique. *Nouvelle revue de psychosociologie*, 1(1), 209-217. doi:10.3917/nrp.001.0209.

BIEN-ETRE, F. E. & DE, T. (2000). Buts personnels, besoins psychologiques fondamentaux et bien-être: *théorie de l'autodétermination et applications*, Revue québécoise de psychologie, 21(2).

Boutanquoi, M. (2001). Pratiques de la relation d'aide. *Connexions*, n°76(2), 157-167. doi:10.3917/cnx.076.0157.

Casoni, D. & Brunet, L. (2003). La psychocriminologie : *apports psychanalytiques et applications cliniques*. PUM.

Code pénal suisse (2018). *Assemblée fédérale de la Confédération suisse*.

Cungi, C. (2016). *L'alliance thérapeutique*. Retz.

Cungi C. (2007). *Manuel Pratique de thérapie cognitive*. Ittorthecc, Lausanne.

Office fédéral de la justice OFJ, (2010). Les peines et mesures en suisse, Système et exécution pour les adultes et les jeunes : une vue d'ensemble. Confédération suisse

Conrad Melchior Hirzel, (1826). Über Zuchthäuser und ihre Verwandlung in Besserungshäuser, Essai.

Dumoulin, P., Dumont, R., Bross, N., & Masclet, G. (2015). *Travailler en réseau: Méthodes et pratiques en interventions sociales*. Dunod.

Etablissement pénitentiaire de Crêtelongue, (2018). Canton du Valais. Non publié

Euréval, (2010). *Réaliser un entretien semi-directif*. Fiche technique.

Faes, H. (2011). Le sens du travail. *Transversalités*, 120(4), 25-37. doi:10.3917/trans.120.0025.

Favre, E. (2018). *Communication professionnelle, cours du module E7 AS*. Sierre : Haute Ecole de Travail social, HES-SO/Valais. Non publié.

Fino-Dhers, A. (1998). *Assistante sociale: un métier entre indétermination et technicité*. Editions L'Harmattan.

Forest J., Dagenais-Desmarais V., Crevier-Braud L., Bergeron É. & Girouard S. (2010), Le lien entre la santé mentale et la satisfaction des besoins d'autonomie, de compétence et d'affiliation sociale. *Gestion*, vol. 35,(3), 20-26. doi:10.3917/riges.353.0020.

Foucault M. (1975), *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Editions Gallimard.

Foucault, M. (2014). *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Editions Gallimard.

Gaspoz, V. (2018). *La sanction de droit pénal, cours du module G6 AS*. Sierre : Haute Ecole de Travail Social, HES-SO/Valais. Non publié.

Gaspoz, V. (2018). *La sanction de droit pénal : Visite de Crêtelongue cours du module G6 AS*. Sierre : Haute Ecole de Travail Social, HES-SO/Valais. Non publié.

Goglin, J. M. (2013). Une définition "positive" de la liberté humaine chez Thomas d'Aquin.

Halbwachs M. (2014), L'expression des émotions et la société. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 123(3), 39-48. doi:10.3917/vin.123.0039.

Hardy G. (2012), *S'il te plaît, ne m'aide pas! : l'aide sous injonction administrative ou judiciaire*. Erès.

Hardy G., Defays C., de Hesselle C. & Gerrekens H. (2001), De la contrainte à la double contrainte !. *Journal du droit des jeunes*, 201(1), 11-14. doi:10.3917/jdj.201.0011.

Groupe de pilotage service social HES S2 (2001), *Référentiel de compétences des métiers du service social*. Genève.

Kotsou, I. (2014). *Chapitre 6. La compréhension des émotions*. Dans : Moïra Mikolajczak éd., *Les compétences émotionnelles* (pp. 115-132). Paris: Dunod. doi:10.3917/dunod.mikol.2014.01.0115.

Imbert, G. (2013). L'entretien semi-directif : à la frontière de la santé publique et de l'anthropologie. *Recherche en soins infirmiers*, 102(3), 23-34. doi:10.3917/rsi.102.0023.

Landreville, P. (1976). Les détenus et les droits de l'homme. *Criminologie*, 9(1-2), 107-117.

Maslow, A. (2008). L'accomplissement de soi : *De la motivation à la plénitude*. Groupe Eryolles.

Mias, L. (2001). *Maslow - Henderson-Soins*.

Muniglia, V., Rothé, C. & Thalineau, A. (2012). Accompagner les jeunes vulnérables : catégorisation institutionnelle et pratiques de la relation d'aide. *Agora débats/jeunesses*, 62(3), 97-110. doi:10.3917/agora.062.0097.

Office fédéral de la justice OFJ, (2010). Les peines et mesures en suisse, Système et exécution pour les adultes et les jeunes : une vue d'ensemble. Confédération suisse

Olivier, C. (2018). *Derrière les murs: surveiller, punir, réinsérer? La place du travail social en prison*. Eres.

Plan d'études cadre Bachelor (2006), *Filière de formation en Travail social* de la haute Ecole Spécialisée de Suisse occidentale. Conseil de domaine Travail social.

Poletti R. (2013), *L'estime de soi*. Jouvence Pratiques.

Ravit, M. (2008). Construire sa peine : temporalité et travail psychique en prison, dans un groupe « Photolangage ». *Bulletin de psychologie*, numéro 493(1), 63-70. doi:10.3917/bupsy.493.0063.

Rogers C. (2019). *La relation d'aide et la psychothérapie*. ESF Sciences Humaines.

Rullac, S., & Ott, L. (2015). *Dictionnaire pratique du travail social-2e éd.* Dunod.

Scarpa, R. (2009). Questions sur les présupposés culturels de l'entretien individuel de travail social. *Pensée plurielle*, 21(2), 53-63. doi:10.3917/pp.021.0053.

Vasseur A. & Cabié M. (2005), La relation de confiance fondement de la résilience en psychiatrie. *Recherches en soins infirmiers*, 82(3), 43-49. doi : 10,3917/rsi.082.0043.

Vuille, B.e. (2012). *Punir, prévenir et resocialiser : de l'arrestation provisoire à la libération conditionnelle*. Aperçu général du droit des sanctions pénales et du système carcéral en Suisse. Berne.

Weber, P. (2008). *L'intervention du travailleur social: dynamiser les pratiques*. Chronique sociale.

9.2 Webographie

Dictionnaire, Larousse en ligne récupéré du site : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/prison/63995> (08.05.2018)

Encyclopédie, Larousse en ligne récupéré du site : <https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/liberte/65769> (24.04.2019)

La pyramide des besoins d'Abraham Maslow. Récupéré du site : https://www.researchgate.net/figure/Pyramide-des-besoins-dAbraham-Maslow_fig1_310314149 (08.01.19)

Landreville, P. (1976). Les détenus et les droits de l'homme. Criminologie, vol.9, n°1-2. p.107
Récupéré du site : <https://www.erudit.org/fr/revues/crimino/1976-v9-n1-2/crimino902/017053ar/> (25.09.2018)
DOI : 10.7202/017053ar

LEFEVRE, N. (2012), Mémoire de fin d'étude pour l'obtention du Master SLEC : « Méthodes et techniques d'enquête ». [en ligne] Récupéré de : http://staps.univlille.fr/fileadmin/user_upload/ressources_peda/Masters/SLEC/entre_meth_recher.pdf (2018)

Mias, L. (2001). Maslow - Henderson-Soins. Récupéré du site : <http://papidoc.chic-cm.fr/573MaslowBesoins.html> (29.10.18)

Ott, H. Les besoins de la personne. IECCC. Récupéré du site : http://www.ieccc.org/IMG/pdf/Les_besoins_de_la_personne-.pdf (2019)

REPR. Pour les familles à l'épreuve du pénal : *Guide des prisons. Service de probation - Valais*. Récupéré du site : <https://www.repr.ch/Service-de-probation-Valais> (18.05.19)

10. ANNEXES

Questionnaire pour l'assistante sociale

Questions	Approfondissements	Mots clés / commentaires
Pourriez-vous vous présenter?	<ul style="list-style-type: none"> - Cursus - Formation et expériences professionnelles - Années dans le domaine - Pq le choix du milieu carcéral 	
Pourriez-vous me présenter le type de population avec laquelle vous travaillez vous-mêmes ?	<ul style="list-style-type: none"> - Combien de détenus - Âge moyen - Profil / principaux délits - Type de peine (semi-détention, journée séparée) - Durée de la peine en général 	
Rôle et mission de l'AS		
Quel type d'accompagnement apportez-vous à cette population ?	<ul style="list-style-type: none"> - Soutien social - Soutien moral - Travail sur le délit - Principales visées des suivis (réinsertion/autres) 	
Quel est le rôle principal des AS au sein de l'établissement ?	<ul style="list-style-type: none"> - Répartition des tâches entre les deux AS - Type d'accompagnement - Outils 	
Combien de détenus bénéficient de votre accompagnement ?	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de dossiers 	
Contraintes organisationnelles		
La présence d'AS dans les prisons est-elle obligatoire?	<ul style="list-style-type: none"> - En Valais / A Crêtelongue - En Suisse - Base légale 	
<p>Quelles sont les contraintes organisationnelles auxquelles sont soumis les détenus en rapport avec votre travail ?</p> <p>Le suivi de l'AS est-il obligatoire pour les détenus ?</p> <p>En quoi ces contraintes des détenus influencent-elles votre travail avec eux ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Pourquoi - Comment ça se passe - A quels moments - Qu'en pensez-vous 	
Diriez-vous que vous faites de l'aide contrainte ?	<ul style="list-style-type: none"> - Pourquoi - Conséquences / Avantages 	
Quelles sont les contraintes (supplémentaires) organisationnelles auxquelles vous êtes vous-mêmes	<ul style="list-style-type: none"> - Pourquoi - Comment ça se passe - A quels moments - Qu'en pensez-vous 	

<p>soumises? (compte à rendre, etc.)</p> <p>En quoi ces contraintes influencent-elles votre travail ?</p>		
<p>Quelle est votre marge d'action par rapport à ces contraintes organisationnelles ?</p> <p>Pouvez-vous me raconter une situation typique de votre travail avec tel ou tel détenu?</p>		
Relations et prise en compte des besoins		
<p>Comment faites-vous dans ce cadre organisationnel pour établir une relation avec les détenus ?</p> <p>Est-elle perçue de la même façon par les détenus ?</p> <p>Y a-t-il des différences selon les détenus et pourquoi ?</p> <p>Comment définiriez-vous votre relation avec les détenus en général ?</p> <p>Qu'est-ce qui influence la relation avec eux dans un sens ou un autre?</p>	- Freins /Leviers	
<p>Plus particulièrement, comment faites-vous pour établir un lien de confiance ?</p> <p>Comment faites-vous selon le délit qu'a commis le détenu?</p> <p>Quels sentiments avez-vous quand vous êtes avec les détenus? (sécurité, peur, confiance)?</p>		
<p>Lorsque vous accompagnez les détenus, quels sont les besoins qu'ils expriment (ou non)?</p> <p>Comment faites-vous pour les aider à exprimer leurs besoins?</p> <p>Comment faites-vous pour répondre à leurs besoins ? Lesquels? Pouvez-vous répondre à tous leurs besoins?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Expression besoins - Quels besoins - Marges de manoeuvre - Enjeux - Freins et leviers à leur satisfaction 	

Si oui/non, pourquoi? Pourriez-vous faire davantage pour répondre à leurs besoins ?		
En quoi les contraintes organisationnelles auxquelles les détenus et vous-même êtes soumis influencent la façon dont vous répondez à leurs besoins ?		
En général, quelles sont les difficultés possibles que vous rencontrez dans votre travail avec les détenus ?		
Si vous pouviez, qu'est-ce qu'il faudrait changer dans votre travail avec les détenus ?		

Questionnaire pour les détenus

Questions	Approfondissements	Mots clés / commentaires
Pourriez-vous vous présenter ?	<ul style="list-style-type: none"> - Prénom - Age - Parcours - Type de peine - Durée de la peine - Ressenti face à l'incarcération 	.
Avez-vous été informé du déroulement de votre peine et de ses différentes étapes ?	<ul style="list-style-type: none"> - Par qui - Quand et comment - Clarté des infos - Compréhension 	
Quelles prestations vous sont proposées par l'établissement? Qu'en pensez-vous ?	<ul style="list-style-type: none"> - Ateliers - Formation - Suivi social 	
Contraintes		
Avant votre arrivée, saviez-vous que des AS étaient présentes au sein de l'établissement ? Qu'en pensez-vous ? Votre suivi avec l'AS est-il un choix ? Fréquence du suivi ?		
Selon vous, la présence des AS en prisons est-elle un bénéfice pour les détenus ? Pourquoi ?		
Quels sujets abordez-vous avec l'AS ?	<ul style="list-style-type: none"> - Délit - Sortie - Réinsertion 	
Que vous apporte l'accompagnement par l'AS ?	<ul style="list-style-type: none"> - Soutien administratif - Meilleure compréhension de la peine - 	
Relation et besoins		
Comment définiriez-vous votre relation avec l'AS ?	<ul style="list-style-type: none"> - confiance - Collaboration - soutien 	
Vous sentez-vous considéré comme personne en tant que telle par l'AS et pas simplement comme un détenu ?	<ul style="list-style-type: none"> - Empathie 	
Est-ce que vous pouvez exprimer vos besoins lors de votre accompagnement avec l'AS ? Si oui, de quels besoins parlez-	<ul style="list-style-type: none"> - Besoins d'informations - Besoins de contacts avec vos proches 	

vous? Et pourquoi ?		
Si non, pourquoi ?		
Est-ce que l'AS répond aux besoins que vous avez exprimés ?		
Si oui, lesquels ? Si non, pourquoi ?		
En terme de besoins, qu'est-ce qui vous aimeriez obtenir / changer durant votre accompagnement avec l'AS ? (si vous le pouviez). Et durant votre incarcération ?		